

LES JEUNES ET LA GUERRE

REPRÉSENTATIONS ET DISPOSITIONS À L'ENGAGEMENT

Anne Muxel

*Directrice de recherche émérite au CNRS
et directrice déléguée du CEVIPOF*

LES JEUNES ET LA GUERRE

REPRÉSENTATIONS ET DISPOSITIONS À L'ENGAGEMENT

Anne Muxel

*Directrice de recherche émérite au CNRS
et directrice déléguée du CEVIPOF*

Pour citer cette étude

Anne Muxel, *Les jeunes et la guerre – Représentations et dispositions à l'engagement*, Étude 116, IRSEM, avril 2024.

Dépôt légal

ISSN : 2268-3194

ISBN : 978-2-11-167807-1

DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM

115. *La Chine et les opérations militaires autres que la guerre à l'étranger – Quelles conséquences sur le dilemme de sécurité ?*
Carine PINA
114. *Ce que veulent les grandes puissances – La quête de statut de la Chine et l'avenir de l'ordre international*
Élie BARANETS
113. *Gendarmerie nationale et Guardia Civil – La coopération tous azimuts*
CNE Louis VAILHEN
112. *La guerre en Ukraine : un nouveau contexte stratégique pour la Turquie ?*
Sümbül KAYA (dir.)
111. *Le droit des conflits armés internationaux appliqué à l'espace extra-atmosphérique – Les défis posés par les satellites artificiels*
Jennifer LACHANCE
110. *L'établissement de normes de comportement dans l'espace extra-atmosphérique – De la Terre à la Lune, et au-delà*
Béatrice HAINAUT
109. *Les logiques du chaos – Révolution, guerre et transition politique au Soudan*
Clément DESHAYES
108. *L'Académie russe de l'économie nationale et de l'administration publique au service de la modernisation autoritaire du régime de Vladimir Poutine*
Victor VIOLIER
107. *Armer l'allié sans prendre le risque d'armer l'adversaire : prévenir le détournement d'armes*
Chiara ROSELLINI

ÉQUIPE

Directeur par intérim

ICA Benoît RADEMACHER

Directrice scientifique

Julia GRIGNON

Secrétaire générale

Caroline VERSTAPPEN

Éditrice

Chantal DUKERS

Retrouvez l'IRSEM sur les réseaux sociaux :

@ <https://www.irsem.fr>



@IRSEM1



PRÉSENTATION DE L'IRSEM

Créé en 2009, l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) est l'organisme de recherche stratégique du ministère des Armées. Composé d'une cinquantaine de personnes, civiles et militaires, dont la plupart sont titulaires d'un doctorat, il est le principal centre de recherche en études sur la guerre (*War Studies*) dans le monde francophone. En plus de conduire de la recherche interne (au profit du ministère) et externe (à destination de la communauté scientifique) sur les questions de défense et de sécurité, l'IRSEM apporte un soutien aux jeunes chercheurs (la « relève stratégique ») et contribue à l'enseignement militaire supérieur et au débat public. L'équipe de recherche est répartie en six domaines :

- Le domaine Europe, Espace transatlantique et Russie analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Amérique du Nord, en Europe, en Russie et dans l'espace eurasiatique qui comprend l'Europe orientale (Moldavie, Ukraine, Biélorussie), le Caucase du Sud (Arménie, Géorgie, Azerbaïdjan) et les cinq pays d'Asie centrale. Il s'intéresse plus particulièrement à la compétition de puissances dans cette zone, aux évolutions du rôle de l'OTAN, à la sécurité maritime et aux stratégies d'influence.
- Le domaine Afrique - Asie - Moyen-Orient analyse les évolutions stratégiques et géopolitiques en Afrique, Asie et Moyen-Orient, autour des axes transversaux suivants : autoritarisme politique et libéralisation économique dans les pays émergents ; rôle et place des armées et des appareils de sécurité dans le fonctionnement des États et des sociétés ; enjeux stratégiques et de sécurité régionale ; idéologies, nationalismes et recomposition des équilibres interétatiques régionaux.
- Le domaine Armement et économie de défense s'intéresse aux questions économiques liées à la défense et, plus largement, a vocation à traiter des questions stratégiques résultant des développements technologiques, des problématiques d'accès aux ressources naturelles et de celles liées aux enjeux environnementaux. Les travaux de recherche du domaine s'appuient sur une approche pluridisciplinaire, à la fois qualitative et quantitative, qui mobilise des champs scientifiques variés : économie de défense, histoire des technologies, géographie.

AVERTISSEMENT : l'IRSEM a vocation à contribuer au débat public sur les questions de défense et de sécurité. Ses publications n'engagent que leurs auteurs et ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère des Armées.

- Le domaine Défense et société est à l'interface des problématiques spécifiques au monde militaire et des évolutions sociétales auxquelles celui-ci est confronté. Les dimensions privilégiées sont les suivantes : lien entre la société civile et les armées, sociologie du personnel militaire, intégration des femmes dans les conflits armés, relations entre pouvoir politique et institution militaire, renouvellement des formes d'engagement, socialisation et intégration de la jeunesse, montée des radicalités. Outre ses activités de recherche, le domaine Défense et société entend aussi promouvoir les questions de défense au sein de la société civile, auprès de l'ensemble de ses acteurs, y compris dans le champ académique.

- Le domaine Stratégies, normes et doctrines a pour objet l'étude des conflits armés contemporains, en particulier sous leurs aspects politiques, militaires, juridiques et philosophiques. Les axes de recherche développés dans les productions et événements réalisés portent sur le droit international, en particulier sous l'angle des enjeux technologiques (cyber, intelligence artificielle, robotique), les doctrines de dissuasion, la maîtrise des armements avec la lutte contre la prolifération et le désarmement nucléaires. Les transformations des relations internationales et leurs enjeux de puissance et de sécurité ainsi que la philosophie de la guerre et de la paix font également partie du champ d'étude.

- Le domaine Renseignement, anticipation et stratégies d'influence mène des recherches portant sur la fonction stratégique « connaissance et anticipation » mise en avant par le Livre blanc de la défense depuis 2008. Ce programme a donc d'abord pour ambition de contribuer à une compréhension plus fine du renseignement entendu dans son acception la plus large (c'est-à-dire à la fois comme information, processus, activité et organisation) ; il aspire ensuite à concourir à la consolidation des démarches analytiques, notamment dans le champ de l'anticipation ; enfin, il travaille sur les différentes dimensions de la guerre dite « hybride », en particulier les manipulations de l'information. Le domaine contribue du reste au renforcement du caractère hybride de l'IRSEM en diffusant des notes se situant à l'intersection de la recherche académique et de l'analyse de renseignement en sources ouvertes.

BIOGRAPHIE

Anne Muxel est directrice de recherche émérite en sociologie et en science politique au CNRS et directrice déléguée du CEVIPOF/ Sciences Po. Elle est une spécialiste reconnue des études sur la jeunesse et a mené de nombreux travaux sur la transmission des valeurs ainsi que sur les processus de socialisation dans la dynamique générationnelle. Au sein du ministère de la Défense elle a conduit des études sur les images et les attentes des jeunes à l'égard des armées. Ses travaux dans le champ de la sociologie politique s'attachent à la compréhension de la fabrique du lien des individus à la politique dans le renouvellement générationnel (formes d'expression politique, rapport au vote, au civisme et à la citoyenneté, modes de socialisation et de construction des identités politiques, valeurs, croyances et convictions). Elle a aussi consacré ses recherches à la question des phénomènes de mémoire dans leur dimension individuelle comme dans leurs implications collectives. Elle a été directrice du domaine « Défense et société » de l'IRSEM de 2017 à 2023.

Contact : anne.muxel@sciencespo.fr

SOMMAIRE

RÉSUMÉ.....	11
INTRODUCTION	13
I. QUELLE PROXIMITÉ AVEC LE MONDE MILITAIRE ?.....	15
L'influence de la famille	17
Films, médias et jeux vidéo : pratiques et consommation.....	19
La tentation des théories conspirationnistes.....	26
II. QUELLES REPRÉSENTATIONS DE LA GUERRE ?.....	31
Les guerres du passé.....	34
Les guerres du présent	37
Les guerres de demain.....	46
Les qualités d'un combattant	49
III. FAIRE LA GUERRE, JUSQU'OU ?	53
La guerre est-elle possible ?	53
Intégrer l'hybridité et les risques extrêmes ?	58
IV. S'ENGAGER, JUSQU'OU ET COMMENT ?	63
Quelles forces d'engagement ?	64
L'engagement pour la patrie : sens et réalité aujourd'hui.....	68
Un engagement dans la guerre, comment et jusqu'ou ?	76
Quels profils de jeunes face aux perspectives d'engagement dans la guerre ?	81
ÉLÉMENTS DE CONCLUSION	91
RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES	95

RÉSUMÉ

Cette étude vise à cerner le rapport que les jeunes entretiennent avec la réalité de la guerre et évalue, sous l'angle du lien armée-nation, leurs dispositions à l'engagement en cas de conflit majeur impliquant la France, y compris sur son territoire.

Elle rend compte de la vision que les jeunes ont des armées françaises, engagées dans les guerres passées, présentes mais aussi futures. Leurs positionnements quant à la dissuasion nucléaire, l'appartenance à l'OTAN ou encore la création d'une Europe de la défense sont aussi explorés. Enfin, elle éclaire leurs capacités d'anticipation des menaces qui se profilent dans le monde de demain.

Elle s'appuie sur une enquête quantitative inédite menée en ligne auprès d'un large échantillon représentatif de la jeunesse française âgée de 18 à 25 ans et établit un ensemble de résultats permettant de répondre à ces interrogations. Elle fournit aux armées un cadre d'interprétation des attitudes et des opinions les plus significatives dans les jeunes générations au sujet de la guerre. Dans le champ de la sociologie militaire comme dans le champ des études sur la jeunesse, c'est un sujet qui a été peu exploré et qui pourtant, en raison des reconfigurations internationales des conflits et de la diffusion des menaces hybrides auxquelles les armées comme les populations sont confrontées, est plus que jamais d'actualité.

Il en ressort un ensemble de résultats qui fournit des indications inédites sur l'état d'esprit des nouvelles générations face à la montée des périls guerriers pouvant concerner la France et sur leurs dispositions d'engagement. L'un des enseignements les plus marquants de cette étude est le constat de la vitalité des dispositions de la jeunesse française envers l'engagement, y compris l'engagement militaire et l'éventualité d'une mobilisation dans des conflits armés de haute intensité. La réalité d'un regain de patriotisme connaît plus ou moins d'intensité selon les segments de la jeunesse, mais elle laisse présager un solide potentiel de résilience et de soutien de la part des jeunes générations en cas de guerre ou de conflit majeur.

INTRODUCTION

La France n'a cessé d'engager ses soldats dans de nombreuses opérations tout au long de ces dernières décennies. Dans ce contexte d'engagement permanent des forces armées françaises et à l'heure où se déroule depuis bientôt deux ans une guerre entre la Russie et l'Ukraine, un pays géographiquement proche, et où reprend avec intensité la guerre au Proche-Orient, entre Israël et le Hamas palestinien, il est important de s'interroger sur la façon dont la nouvelle génération de citoyens français perçoit et se représente les conflits armés dans le monde et plus largement le fait guerrier.

Dans un entretien récent donné au journal *Le Monde*, le général François Lecointre indiquait que nos sociétés européennes, non sans une certaine « naïveté », avaient pensé les guerres révolues¹. Il en appelle à la nécessité « d'un exercice de lucidité », car il est selon lui « souhaitable et même indispensable de regarder les choses qui sont désagréables et qui nous tirent de notre zone de confort ». Il rappelle que depuis la fin de la guerre froide, « nos armées ont été engagées à répétition dans des conflits, des guerres civiles, des opérations de maintien ou de restauration de la paix ». Il poursuit : « J'ai toujours eu beaucoup de mal, en tant que jeune officier, et même plus tard, à faire entendre cette réalité aux civils que je côtoyais. » Il évoque la question d'une « montée en puissance » de ces conflits qui nécessite de renforcer les moyens de l'appareil militaire « susceptible d'engager un conflit massif » mais aussi le lien armée-nation assurant les conditions de soutien et de résilience des populations, notamment des jeunes générations confrontées à des situations et à des engagements auxquels elles ne sont pas préparées.

La présente étude vise à cerner le rapport que les jeunes entretiennent avec la réalité de la guerre et évalue, sous l'angle du lien armées-nation, leurs dispositions à l'engagement en cas de

1. *Le Monde*, 11 novembre 2023.

conflit majeur impliquant la France, y compris sur son territoire². Quelles représentations et connaissances ont-ils de la guerre ? Quelle est la place de celle-ci dans leurs préoccupations et dans la façon dont ils envisagent le futur de nos sociétés ? Comment en perçoivent-ils les risques individuels et collectifs ? Seraient-ils prêts à s'engager ? Comment et dans quelles limites ?

Cette étude rend compte également de la vision que les jeunes ont des armées françaises, engagées dans les guerres passées, présentes et futures. Leurs positionnements quant à la dissuasion nucléaire, l'appartenance à l'OTAN ou encore la création d'une Europe de la défense, sont aussi explorés. Enfin, elle éclaire leurs capacités d'anticipation des menaces qui se profilent dans le monde de demain.

Elle s'appuie sur une enquête quantitative inédite menée en ligne auprès d'un large échantillon représentatif de la jeunesse française âgée de 18 à 25 ans (n=2301) et établit un ensemble de résultats permettant de répondre à ces interrogations. Elle fournit aux armées un cadre d'interprétation des attitudes et des opinions les plus significatives dans les jeunes générations au sujet de la guerre³. Dans le champ de la sociologie militaire comme dans le champ des études sur la jeunesse, c'est un sujet qui a été peu exploré et qui pourtant, en raison des reconfigurations internationales des conflits et de la diffusion des menaces hybrides auxquelles les armées comme les populations sont confrontées, est plus que jamais d'actualité.

2. Cette étude est tirée d'une EPS (Étude prospective et stratégique), s'inscrivant dans le cahier des charges des études pilotées et conduites par l'IRSEM pour l'année 2023, en lien avec la DGRIS. Elle a été commanditée par le Centre d'études stratégiques aérospatiales (CESA)/ Armée de l'air et de l'espace) et a été menée sur une période de neuf mois (février-décembre 2023).

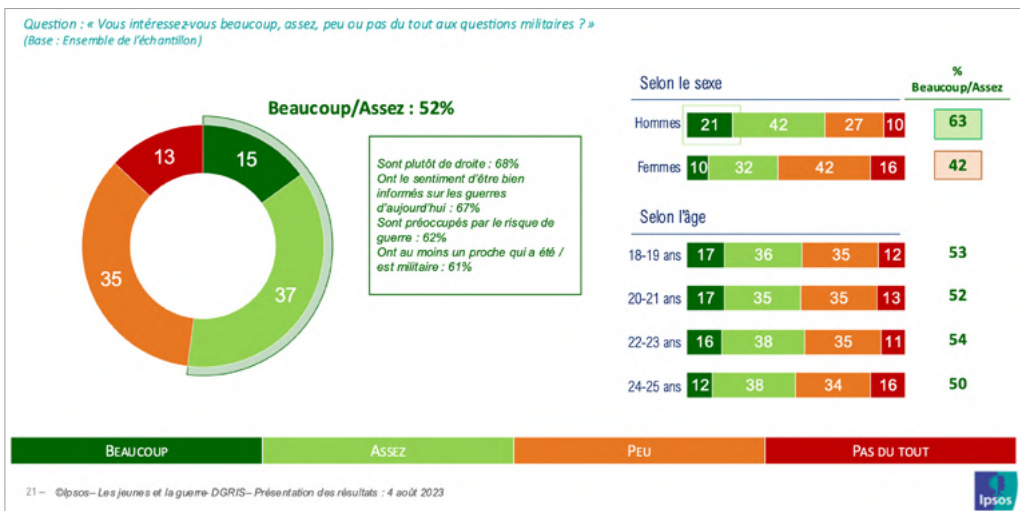
3. L'Institut IPSOS a interrogé entre les 16 juin et 9 juillet 2023, 2 301 jeunes âgés de 18-25 ans, résidant en France et constituant un échantillon représentatif de la population juvénile en France appartenant à cette tranche d'âge, sélectionné selon la méthode des quotas appliquée au sexe croisé par l'âge, à l'activité professionnelle du répondant, à la personne de référence du ménage, à la région et à la catégorie d'agglomération, après avoir été recrutés par Internet, via l'Access panel Online d'IPSOS.

I. QUELLE PROXIMITÉ AVEC LE MONDE MILITAIRE ?

Les jeunes générations entretiennent un lien à la fois étroit et distant avec l'univers militaire. Étroit parce qu'ils sont nombreux à connaître dans leur entourage proche des militaires ou des personnes ayant eu une expérience dans ce domaine, mais aussi parce que l'univers de la fiction et des jeux vidéo véhicule des savoirs et des représentations qu'ils apprennent à maîtriser et qui peuvent leur servir de références. Étroit aussi parce que les armées représentent pour certains segments de la population juvénile un réel débouché, notamment pour ceux qui rencontrent des difficultés d'insertion sur le marché de l'emploi. Chaque année, ce sont 90 000 jeunes qui se présentent aux tests de recrutement des armées, et un gros quart d'entre eux sera engagé. En 2022, 26 000 jeunes militaires et civils ont été recrutés. Le lien est aussi distant dans le sens où n'appartenant ni à une époque ni à un pays directement concernés par la guerre depuis plusieurs décennies, ils entretiennent un rapport relativement abstrait et hors de leur expérience quotidienne avec le monde de la sécurité et de la défense.

Quand on leur pose la question, 52 % des jeunes déclarent s'intéresser aux questions militaires, et seuls 15 % affirment s'y intéresser beaucoup, les jeunes hommes davantage que les jeunes femmes (21 % contre 10 %). Dans ce domaine l'effet de genre est une constante de toutes les études sur la militarité. On conviendra qu'il s'agit d'un intérêt mitigé mais qui n'est pas absent de l'univers des préoccupations et des centres d'intérêt des jeunes. On retrouve des proportions similaires lorsque l'on questionne les jeunes sur le niveau de leur intérêt pour la politique. On notera que les plus jeunes (18-19 ans) s'y intéressent un peu plus que les plus âgés (24-25 ans) mais que ce niveau d'intérêt est similaire quel que soit le statut des jeunes interrogés.

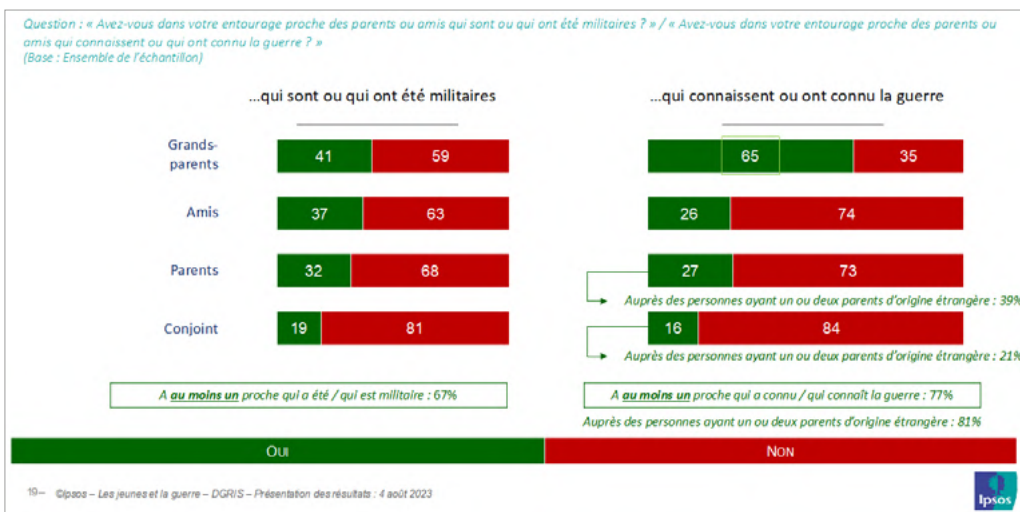
Graphique 1. Intérêt pour les questions militaires



L'effet de l'orientation idéologique se vérifie : les jeunes se positionnant à droite manifestent plus d'intérêt pour les questions militaires que les jeunes de gauche (respectivement 68 % contre 47 % et 56 % des jeunes ne se classant ni à gauche ni à droite). Cette corrélation entre l'univers idéologique de la droite et l'attrance pour la militarité est une constante des études dans le champ de la sociologie militaire. Néanmoins, et cette enquête le montre, les jeunes de gauche sont de plus en plus réceptifs et ouverts au fait militaire, notamment en raison de la disparition de l'antimilitarisme qui prévalait auparavant dans les jeunes générations. Signe supplémentaire de cette adhésion, plus d'un jeune sur deux (53 %) considère qu'il faut *augmenter les moyens de l'armée*, et parmi eux 43 % des jeunes se situant à gauche. Nous y reviendrons.

L'INFLUENCE DE LA FAMILLE

Graphique 2. La guerre et les militaires dans le cercle des proches



L'importance de la famille dans la transmission des valeurs et dans la fabrique des opinions est avérée. En matière de socialisation militaire, les jeunes Français d'aujourd'hui disposent, dans leur famille et leur entourage proche, de contacts et de relations avec des personnes directement concernées par la vie militaire ou par la guerre. Ainsi les deux tiers d'entre eux (67 %) ont-ils au moins un proche qui a été ou est actuellement militaire et les trois quarts (77 %) au moins un proche qui a connu ou connaît la guerre. Cette dernière proportion grimpe à 81 % lorsque les jeunes ont un ou deux parents d'origine étrangère. Le travail de Paul Max Morin sur les jeunes et la guerre d'Algérie avait pu mesurer que 39 % des jeunes Français avaient un lien familial avec cette histoire, entretenant de fait un lien intime avec elle¹. Les récits de mémoire véhiculés dans les familles jouent un rôle important dans les représentations de la guerre qui se transmettent dans la dynamique des générations.

Les grands-parents sont une figure de proue de ces récits, et les réponses des jeunes interrogés dans notre enquête témoignent

1. Paul Max Morin, *Les Jeunes et la guerre d'Algérie*, Paris, PUF, 2022.

de ce rôle majeur : 41 % disent que l'un de leurs grands-parents est ou a été militaire, et 65 % qu'il connaît ou a connu la guerre. La place des grands-parents dans le soutien éducatif et la présence accordés à leurs petits-enfants est devenue primordiale dans la vie des familles actuelles². Et l'on peut penser qu'ils sont de fait un vecteur de transmission de cette expérience, certes non exempte de silences et de non-dits. Cependant la non-transmission est aussi une transmission pouvant déboucher, pour les générations suivantes, sur une quête de sens et de connaissances sur ce qui a été tu et refoulé.

Les parents sont aussi concernés : 32 % des jeunes ont un de leurs parents qui est ou a été militaire et 27 %, un de leurs parents qui connaît ou a connu la guerre (39 % des jeunes ayant un ou deux parents d'origine étrangère). Ces chiffres autorisent à penser que les jeunes issus de l'immigration sont plus que les autres, dans la période récente, confrontés à l'enjeu de la guerre. Il en est de même du cercle de leurs amis, au sein même de leur génération. Plus des deux tiers des jeunes (37 %) ont dans leur entourage amical une personne militaire ou l'ayant été, et un quart (26 %) parmi leurs amis une personne connaissant ou ayant connu la guerre. Ces chiffres témoignent d'une proximité interpersonnelle au monde militaire qui n'est pas sans avoir d'incidence sur leurs représentations de cet univers de pratiques mais aussi de valeurs.

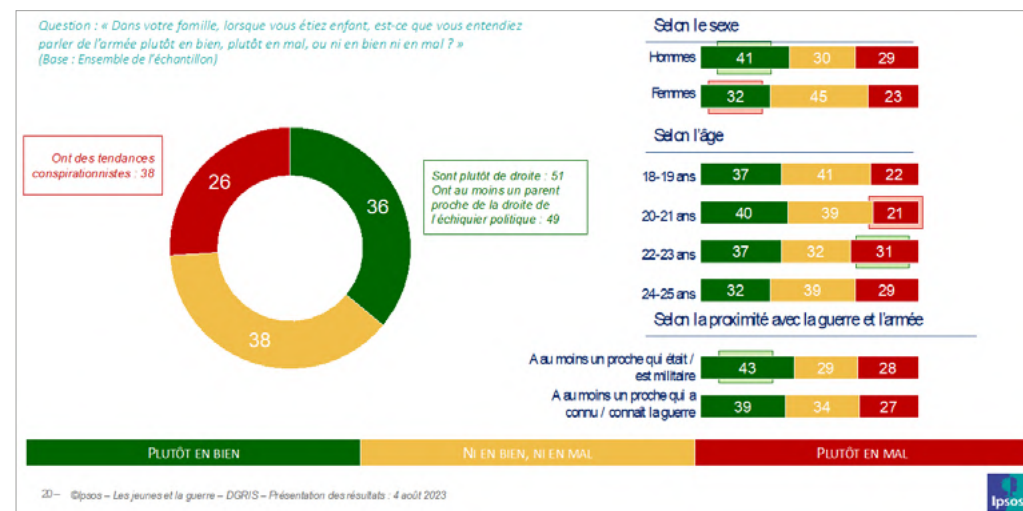
Une question posée dans l'étude permet d'apprécier la teneur des opinions dispensées dans l'univers familial à l'égard de l'armée. Les discours négatifs sont minoritaires (26 %), et ce sont surtout les discours soit positifs (36 %) soit neutres, c'est-à-dire ni positif ni négatif (38 %), qui ont dominé durant l'enfance, en tout cas dans ce qu'en retiennent les jeunes. Les jeunes hommes ont tendance à retenir un discours plus positif que les jeunes femmes qui mettent en avant davantage la neutralité. On remarquera que le fait d'avoir un proche militaire ou ayant connu la guerre a une légère incidence sur la perception positive du discours mais ce

2. Claudine Attias-Donfut et Martine Segalen, *Grands-parents : la famille à travers les générations*, Paris, Odile Jacob, 2014.

n'est pas très discriminant. En revanche, les milieux de droite sont davantage pourvoyeurs de discours positifs que les milieux de gauche ou les milieux ni de gauche ni de droite.

Les jeunes en majorité n'ont pas évolué dans un environnement hostile aux armées et témoignent d'une connaissance fondée sur des éléments d'appréciation substantiels leur permettant d'établir un lien élémentaire au monde militaire.

Graphique 3. Parler de l'armée dans la famille



FILMS, MÉDIAS ET JEU VIDÉO : PRATIQUES ET CONSOMMATION

L'univers des images est de fait un vecteur privilégié par les jeunes générations pour accéder à toutes sortes de savoirs mais aussi de pratiques ludiques. En matière de connaissance de la guerre, nul doute que les films, les séries télévisées et les jeux vidéo sont des vecteurs actifs de représentations pouvant être mobilisées par les jeunes, et qu'ils modèlent les mémoires de la guerre. Les relations entre la science-fiction et la guerre ne sont pas sans influencer les décideurs politiques, et *a fortiori* les fractions les plus jeunes de l'opinion publique.

Le visionnage de films et de séries de guerre occupe l'attention régulière de près d'un jeune sur deux (47 %), et 13 % reconnaissent en regarder très souvent. On retrouve sur cette pratique un écart entre les jeunes hommes et les jeunes femmes (57 % contre 38 %), mais on retiendra qu'une moitié de la population juvénile féminine pratique cette activité et apprécie cet univers d'intrigues. Une moitié d'entre elles (51 %) reconnaît aimer regarder des films appartenant à ce genre thématique (68 % des jeunes hommes et 59 % de l'ensemble des jeunes). Il existe bien une différenciation de goût et de pratique selon le genre ; plus des deux tiers des hommes affirment aimer beaucoup regarder des séries et des films de guerre. Toutefois cet univers fictionnel n'est pas totalement écarté par les jeunes femmes.

Dans le palmarès des films les plus regardés, la première place revient à *Top Gun*, du réalisateur Joseph Kosinski, sorti en France en mai 2022, sur les aviateurs de la Marine. En effet, les trois quarts des jeunes (73 %) l'ont visionné, autant les jeunes hommes que les jeunes femmes. Vient ensuite *Apocalypse Now*, de Francis Ford Coppola, réalisé en 1979, qui, lui, a été davantage regardé par les jeunes hommes (51 % contre 45 % des jeunes femmes), et davantage aussi par les 24-25 ans (51 % contre 44 % des 18-19 ans). Trois films ou séries s'imposent ensuite : *Le Chant du loup*, un film réalisé par Antonin Baudry en 2019, la série française *Le Bureau des légendes* d'Eric Rochant, dont le premier épisode a été diffusé en 2015, et *Homeland*, une série américaine de Howard Gordon, Alex Gansa et Gideon Raff, dont le premier épisode a été diffusé en 2011 et le dernier en 2020. Cette dernière série a été regardée autant par les jeunes femmes que par les jeunes hommes, tandis que *Le Chant du loup* et *Le Bureau des légendes* ont eu un public plus masculin. Plusieurs autres réalisations font aussi partie du paysage audiovisuel des jeunes : les séries *Band of Brothers*, *Kalifat*, *Téhéran*, *Fauda* et *When Heros Fly*, ont été visionnées par respectivement 34 %, 32 %, 30 % et 29 % des jeunes, et surtout par les jeunes hommes.

Les jeunes sont donc plutôt consommateurs de contenus liés à la guerre ; leur intérêt se porte aussi, et ce tout particulièrement dans la population masculine, sur les jeux vidéo de tir et de guerre. Un jeune sur deux (51 %) déclare y jouer souvent, et

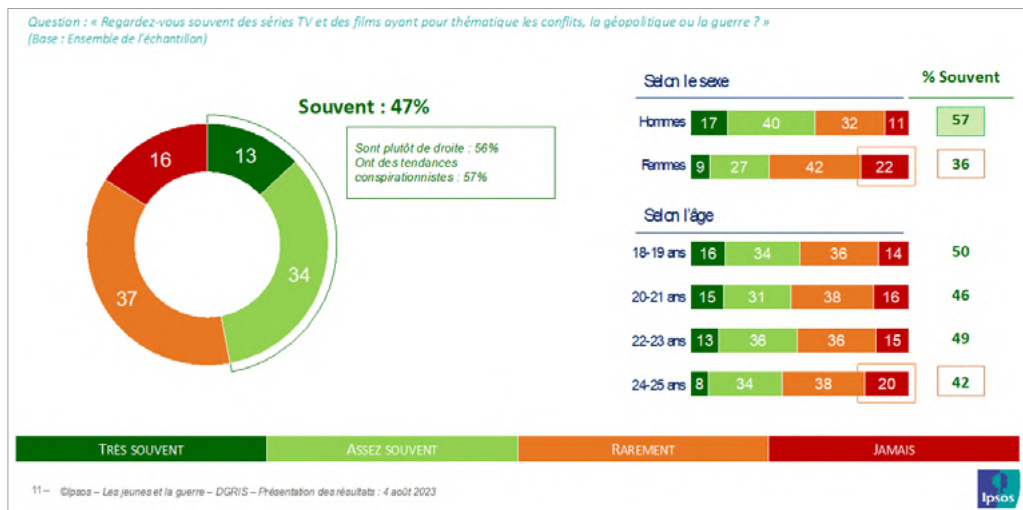
si l'on ajoute ceux qui reconnaissent y jouer rarement, ce sont les trois quarts des jeunes (73 %) qui jouent sur ce type de support (89 % des jeunes hommes). Si les femmes sont nettement moins attirées par cette pratique ludique, plus de la moitié d'entre elles (56 %) déclarent tout de même y jouer au moins rarement, et un petit tiers (31 %) souvent.

Les jeux vidéo sont devenus un objet culturel de masse ; entre 2011 et 2022 le temps hebdomadaire moyen passé sur ces supports ludiques a augmenté de 6 h 40 à 9 h 25 parmi les 13-19 ans³. Cette pratique ne concerne pas seulement les enfants et les jeunes : 40 % des joueurs sont des parents. S'agissant des jeux de guerre, il est avéré qu'ils véhiculent une vision de ses protagonistes, de ses procédés, de ses combats, et participent aux reconstructions mémorielles des conflits qu'ils prennent pour prétexte⁴. Des jeux tels *Battlefield 1942* (2002), *Return to Castle Wolfenstein* (2003), *Brother in Arms* (2005), *Men of War* (2009), *Medal of Honor* (1999) ou encore *Call of Duty* (2003), ont fourni nombre d'images et de représentations de la Deuxième Guerre mondiale, qui s'impose comme une matrice référentielle de la connaissance de la guerre conventionnelle dans les jeunes générations. Au cours de la période récente, plusieurs jeux de guerre ont mis en scène de nouvelles représentations du fait guerrier, incluant les violences associées à la guerre mais aussi le quotidien des soldats ou la représentation des civils, à l'instar du jeu *This War of Mine* (2014).

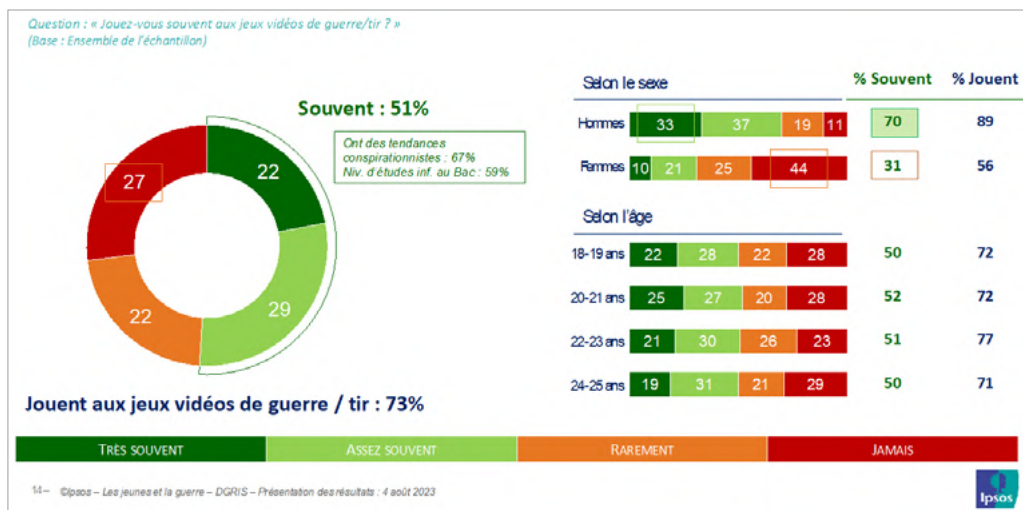
3. IPSOS, Bayard, Unique Héritage Média, 2022.

4. Thomas Facchini, « Guerres et jeux vidéo : représentations et enjeux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale », *Annus* [Online], 1^{er} septembre 2016.

Graphique 4. Le visionnage des films et des séries de guerre



Graphique 5. La pratique des jeux vidéo de guerre et de tirs



Les jeux vidéo permettent au joueur de circuler à sa guise dans un univers complexe, où il va interagir avec des éléments, des situations et des protagonistes de l'histoire dans laquelle il est embarqué. En ce sens, tout comme les jeux de rôle, ils sont porteurs de valeurs, de discours, d'actions et de visions du monde⁵. La publicité récente, diffusée sur les réseaux sociaux et lancée à l'initiative de la gendarmerie en vue de recruter les jeunes en s'inspirant des codes du jeu *Call of Duty*, témoigne de l'influence que peuvent avoir ces jeux dans la vie réelle, y compris au sein de l'institution militaire. Cet usage a pu être discuté et n'est pas sans faire polémique parmi les internautes⁶. Cependant il est révélateur de l'influence que peuvent avoir les jeux vidéo non seulement sur les imaginaires mais aussi sur l'appréhension des réalités de la guerre. La frontière entre le virtuel et le réel peut même apparaître ténue. Ainsi, ce sont quatre jeunes sur dix (38 %), et un jeune homme sur deux (49 %) qui considèrent que les combats, l'armement, les menaces et les enjeux stratégiques tels qu'ils sont montrés dans les jeux vidéo de guerre sont conformes à la réalité. Cette proportion grimpe à 54 % parmi les jeunes qui jouent à des jeux vidéo de guerre.

Cette activité ludique informe sur l'univers militaire. Elle est susceptible de rapprocher les jeunes du monde militaire et de renforcer leur intérêt pour l'armée française. C'est ce que pense une large majorité de ceux qui reconnaissent y jouer souvent (58 %), et près des deux tiers (63 %) des *gamers* masculins. En ce sens, il est indéniable que ces jeux occupent une place importante dans les vecteurs de socialisation militaire.

Le jeu le plus plébiscité par les joueurs assidus est sans conteste *Call of Duty* (51 %), qui est cité loin devant *Fortnite* (28 %), et autant par les jeunes hommes que par les jeunes femmes (respectivement 50 % et 53 %). Le premier est un jeu de tir à la première personne se déroulant pendant la Deuxième Guerre mondiale, le

5. Rodolphe Moindreau, « Armée et jeux vidéo de guerre : quelles utilisations ? », *Inflexions*, 32 (2), 2016, p. 145-152.

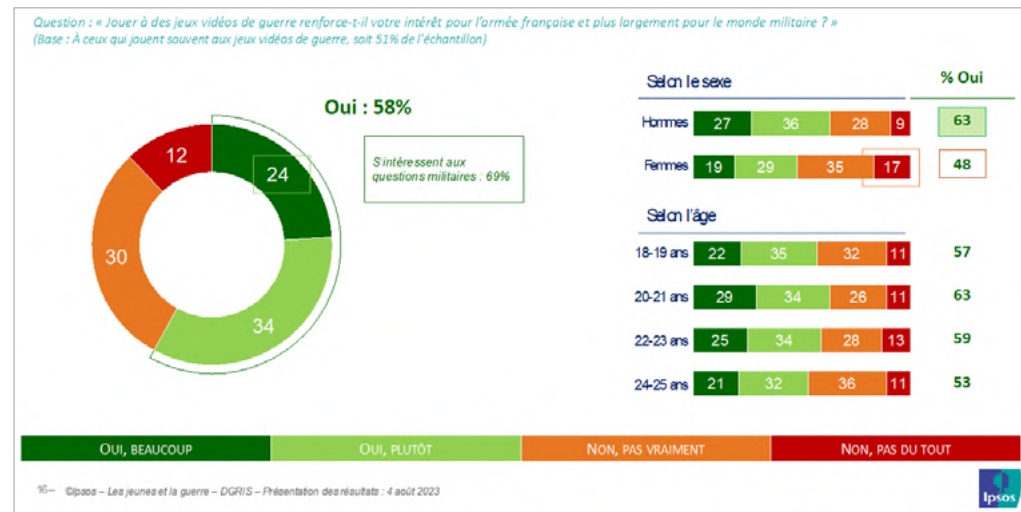
6. Steve Tenré, « Début de polémique pour la gendarmerie qui veut recruter les jeunes en copiant *Call of Duty* », *Le Figaro*, 20 novembre 2023.

second est un jeu en ligne coopératif de tir et de survie dont le but est de combattre des zombies et de défendre des objets à l'aide de fortifications. Il attire un public un peu plus féminin (32 % de jeunes femmes contre 26 % de jeunes hommes). On remarquera que le choix des jeux de guerre ne connaît pas de différences très marquées selon le sexe des joueurs. Le niveau d'études n'est pas non plus discriminant. En revanche, les jeunes se positionnant à gauche de l'échiquier jouent un peu moins à *Call of Duty* que les autres (43 % contre 51 % des jeunes se situant à droite et 48 % des jeunes ni à gauche ni à droite).

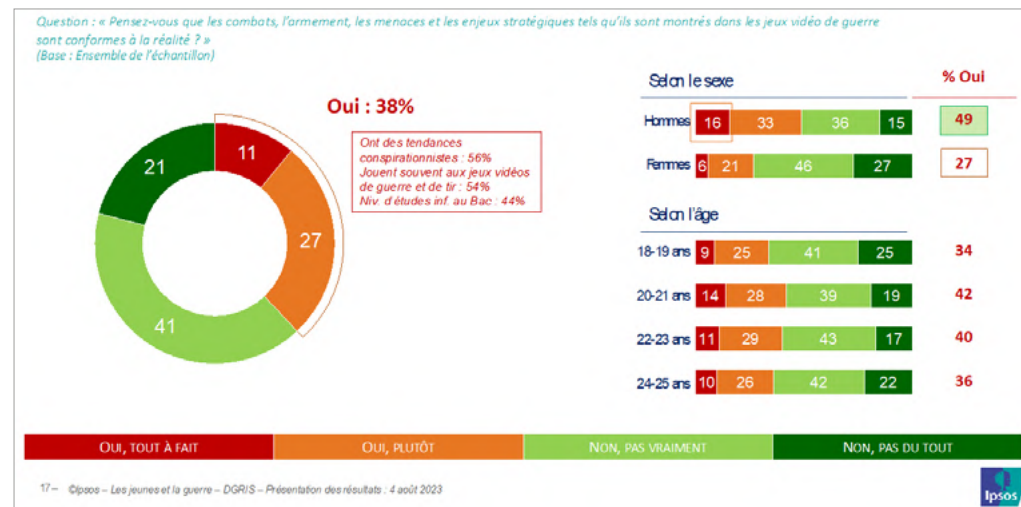
Aux imaginaires véhiculés par le cinéma, les séries télévisées et les jeux vidéo s'ajoutent ceux auxquels la technologie numérique récente permet d'accéder, notamment au travers de l'expérience des métavers, ces réseaux d'environnements virtuels « 3D » au sein desquels plusieurs personnes peuvent interagir et faire vivre des avatars (identité numérique) les incarnant. Les possibilités données par l'accès à des mondes numériques, nés dans la science-fiction et notamment à partir du roman *Snow Crash* (1992) de l'écrivain Neal Stephenson, brouillent les frontières entre vie réelle et vie virtuelle et font l'objet de débats sur leurs conséquences en matière de socialisation, de développement psycho-affectif personnel et de rapport au monde des individus qui s'y projettent⁷.

7. Xavier Lepage et Aymar de la Mettrie, « Métavers : enjeux, perspectives... et risques », *Servir*, 515, 2022, p. 46-48.

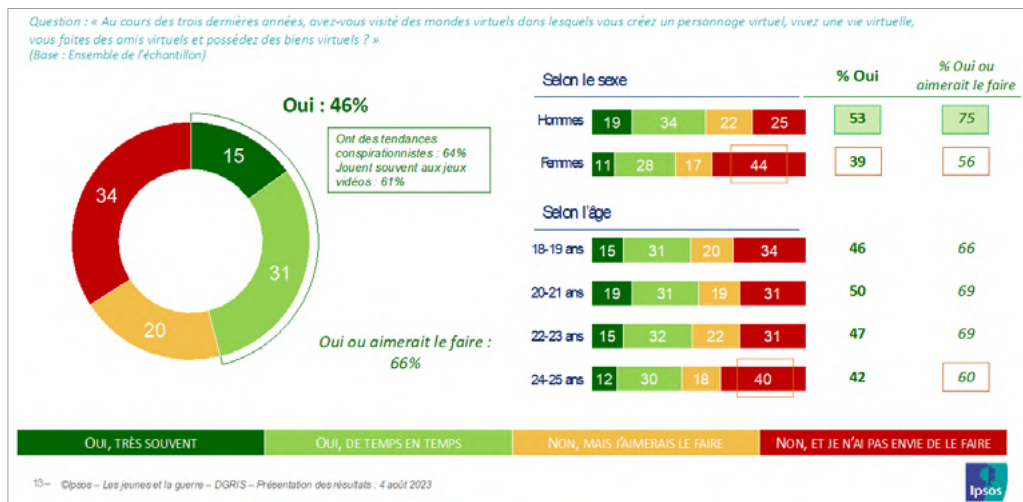
Graphique 6. Les jeux vidéo vecteurs d'intérêt et de connaissance sur le monde militaire



Graphique 7. La réalité de la guerre au travers des jeux vidéo



Graphique 8. La rencontre des métavers



Dans notre enquête c’est une petite moitié des jeunes (46 %) qui reconnaît avoir déjà visité des mondes virtuels et créé un avatar, et 20 % qui ne l’ont pas fait aimeraient le faire. L’importance de ces chiffres révèle l’impact que ces nouvelles technologies ainsi que ces nouveaux modes de socialisation, ont sur la jeunesse. Certes, un petit tiers (31 %) se démarque de ces aspirations mais cela reste une minorité.

LA TENTATION DES THÉORIES CONSPIRATIONNISTES

Dans un monde de plus en plus complexe à appréhender, face à la multitude d’informations et de sollicitations diffusées par Internet et les réseaux sociaux, et pour contrecarrer l’incertitude et le sentiment de ne plus avoir prise sur leur environnement, de nombreux jeunes cherchent et trouvent dans les thèses conspirationnistes des réponses à leur quête de sens. Ces dernières connaissent une certaine attractivité, en contrepoint notamment de la défiance généralisée qui s’exprime envers les médias traditionnels.

Le complotisme touche toutes les couches sociales, et tous les âges, mais davantage encore les jeunes générations⁸. Certains auteurs ont pu parler de « radicalité informationnelle » pour décrire l’adhésion dans certains segments de la jeunesse à un registre d’informations numériques présentant une vision radicale du monde. Une enquête réalisée en 2017 auprès de 5 000 lycéens de classes de seconde avait mesuré que lorsque s’ajoute au complotisme et à cette défiance généralisée une participation active aux flux informationnels de Daech, cette radicalité informationnelle pouvait toucher 9 % des lycéens⁹.

Dans une enquête récente portant sur les étudiants de Sciences Po, la pénétration des théories complotistes reste non négligeable dans une population dont le niveau d’études et les perspectives d’insertion sociale et professionnelle, pourraient la contrecarrer : 14 % des étudiants considèrent qu’il est tout à fait vrai et peut-être vrai que *les attentats du 11 septembre 2001 à New York contre les tours du World Trade Center ont été organisés par la CIA et non par Oussama Ben Laden*¹⁰. Dans notre enquête, ce sont 31 % des jeunes interrogés qui se rallient à cette proposition, soit un petit tiers de la jeunesse française âgée de 18-25 ans, plus de vingt ans après les faits.

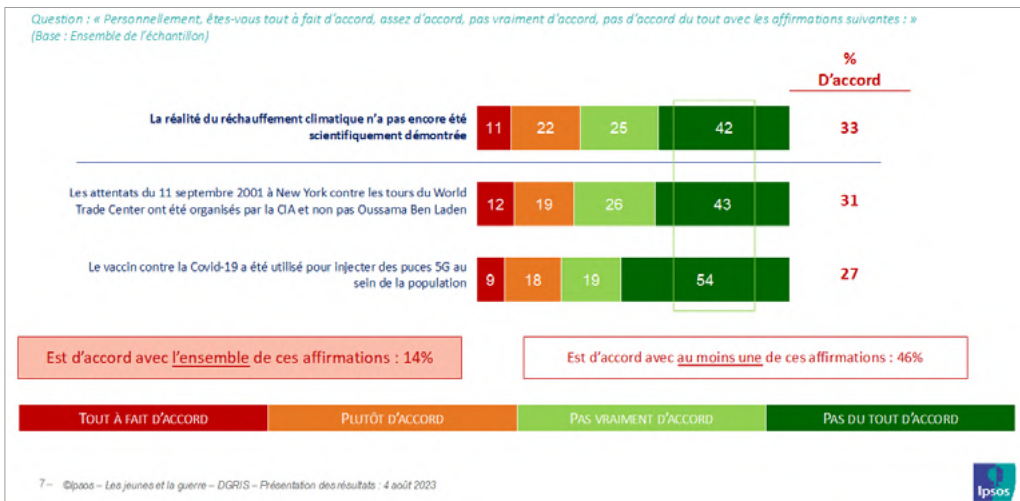
D’autres affirmations portant sur l’environnement (remise en cause du réchauffement climatique) et la Covid (vaccin utilisé pour injecter des puces 5G à la population), visaient à tester la pénétration des idées complotistes. Dans les deux cas c’est environ un jeune sur trois qui souscrit à chaque interprétation complotiste proposée.

8. Véronique Champion-Vincent, *La Société parano. Théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 2005.

9. Vincenzo Cichelli et Sylvie Octobre, « Théories du complot et radicalité informationnelle », dans Anne Muxel et Olivier Galland (dir.), *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, p. 319-364.

10. Martial Foucault et Anne Muxel, *Une jeunesse engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

Graphique 9. L'adhésion au complotisme



Graphique 10. L'adhésion au complotisme selon le sexe, l'âge, le niveau d'études

Question : « Personnellement, êtes-vous tout à fait d'accord, assez d'accord, pas vraiment d'accord, pas d'accord du tout avec les affirmations suivantes : »
 (Base : Ensemble de l'échantillon)

En % « D'accord »	ENSEMBLE DE L'ÉCHANTILLON	SELON LE SEXE		SELON L'ÂGE				SELON LE NIV. D'ÉTUDES		
		Hommes	Femmes	18-19 ans	20-21 ans	22-23 ans	24-25 ans	Inf BAC	BAC	Sup BAC
Est d'accord avec l'ensemble de ces affirmations	14	21	8	11	18	14	14	18	15	11
Est d'accord avec au moins une de ces affirmations	46	57	35	39	48	49	49	63	48	36
La réalité du réchauffement climatique n'a pas encore été scientifiquement démontrée	33	44	22	29	37	32	33	44	34	25
Les attentats du 11 septembre 2001 à New York contre les tours du World Trade Center ont été organisés par la CIA et non pas Oussama Ben Laden	31	41	21	25	36	32	32	43	32	24
Le vaccin contre la Covid-19 a été utilisé pour injecter des puces 5G au sein de la population	27	35	18	20	29	28	29	36	27	21

8- © Ipsos - Les jeunes et la guerre - DGRIS - Présentation des résultats - 4 août 2023

La pénétration des idées complotistes est nettement plus marquée au sein de la population masculine. Un jeune homme sur cinq (21 %) est d'accord avec l'ensemble des trois propositions conspirationnistes proposées contre à peine une jeune femme sur dix (8 %). Et si l'on ne retient que l'une des trois propositions, ce sont près de six jeunes hommes sur dix (57 %) qui y souscrivent contre seulement un gros tiers (35 %) des jeunes femmes. L'incidence du niveau de diplôme est visible. Plus celui-ci est élevé, moins l'adhésion complotiste est forte.

Les théories du complot fournissent un cadre de socialisation au sein duquel se façonnent non seulement des attitudes et des comportements individuels et collectifs, mais aussi une interprétation du monde environnant qui reconfigure les capacités de chacun pour départager ce qui relève du savoir et ce qui relève de la croyance, et où la vérité s'impose comme un arbitre fluctuant dans le meilleur des cas ou, le plus souvent, manipulé. Cela ne peut être sans conséquences sur la façon dont les jeunes peuvent envisager le cadre de la citoyenneté et de ses usages. Et cela conditionne aussi pour le tiers des jeunes concernés, non seulement leur rapport au monde et aux conflits potentiels qu'il peut abriter, mais aussi les ressources de leur résilience en cas de crise majeure.

► À RETENIR

La proximité des jeunes avec le monde militaire, contrairement à ce que l'on aurait pu penser étant donné l'éloignement temporel des épisodes de guerre sur le sol français, est palpable. Les résultats de l'enquête ont permis d'identifier trois vecteurs de cette proximité dont l'efficacité peut être appréciée :

- Le rôle de la transmission familiale sur les mémoires de la guerre mais aussi la réalité de la présence militaire dans l'entourage familial et amical des jeunes.
- L'impact d'une socialisation militaire qui se fait à la fois par les voies fictionnelles du cinéma et des séries télévisées et par la pratique ludique des jeux vidéo de guerre et de tir.
- L'attractivité des grilles conspirationnistes au cœur desquelles les menaces sont particulièrement activées et qui peuvent de façon moins explicite entretenir une attention et un intérêt pour les conflits armés et leurs enjeux.

II. QUELLES REPRÉSENTATIONS DE LA GUERRE ?

La guerre ne revêt pas une réalité univoque. Il est difficile de s'entendre sur un concept unifié de la guerre. De tout temps, elle a mobilisé des réflexions et des interprétations engageant penseurs et philosophes, elle a produit des enseignements stratégiques et tactiques relevant des savoirs militaires et des nécessités politiques¹. Elle a été discutée à partir de la notion de « guerre juste », et sa légitimation, notamment en termes d'éthique militaire, a pu être encadrée². Elle dépend toujours du système de normes qui prévaut dans les sociétés où elle se produit. Dans la période récente le droit international a édicté des règles qui circonscrivent et limitent les guerres, voire tentent de les réguler à l'échelle nationale comme à l'échelle internationale. En sciences sociales, les définitions de la guerre font l'objet de débats et de controverses scientifiques, notamment dans le vaste champ des *War Studies*. Surtout, comme toute activité sociale, la guerre s'inscrit dans des contextes historiques et politiques différenciés qui orientent son sens et ses formes³. Aujourd'hui, la plupart des observateurs comme des acteurs s'accordent sur une complexité croissante de la définition de la guerre, en raison notamment des guerres dites hybrides, mêlant des modes d'action militaires et non militaires, y compris les guerres de l'information et cyber, qui s'imposent et se généralisent dans le monde contemporain⁴.

1. Jean-Vincent Holeindre, Laurent Testot (dir.), *La Guerre : des origines à nos jours*, Éditions Sciences humaines, 2014 ; Jean-Vincent Holeindre, *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Paris, Perrin, 2017.

2. Michaël Walzer, *Arguing about War*, New Haven, Yale University Press, 2004 ; Klaus-Gerd Giesen, « Guerre juste (Histoire de la) », dans Benoît Durieux Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Frédéric Ramel (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017, p. 618-624.

3. Olivier Schmitt, « Si Vis Pacem, Intellege Bellum. Étudier la guerre pour préparer la défense », Note n° 38, IRSEM, 9 mai 2017.

4. Élie Tenenbaum, « Le piège de la guerre hybride, *Focus stratégique*, n° 63, octobre 2015 ; Céline Marangé, Maud Quessard (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021.

La notion de guerre comme ses qualifications ne sont donc pas si simples à appréhender dans le langage savant et spécialisé. On peut s'interroger sur ce qu'il en est dans l'opinion publique, notamment dans la population juvénile en France en 2023, restée extérieure à la guerre et à l'expérience de la guerre mais confrontée aux guerres en cours dans la proche Europe (Ukraine) et dans le monde (Proche-Orient). Quelles représentations en a-t-elle ?

Au tout début de l'enquête, les jeunes interrogés étaient invités à citer spontanément les trois mots qui leur venaient à l'esprit à l'évocation du mot « guerre ». Cela avait pour but de recueillir de la façon la plus brute possible leurs perceptions et leurs ressentis, sans l'incidence que pourraient avoir sur leurs réponses les questions plus précises et circonscrites abordées dans la suite du questionnaire.

Le spectre de notions et de problématiques couvert par les mots et notions mobilisés par les jeunes est assez large, témoignant en cela de leurs capacités de réflexion et de connaissances sur la guerre non négligeables. Une analyse textuelle de l'ensemble des verbatim produits a permis de regrouper par grandes thématiques les représentations les plus significatives.

Sept grandes catégories de réponses se dégagent à partir des mots évoqués. La première, de loin la plus importante (72 % des réponses), consigne un ensemble de représentations associées aux répercussions et aux conséquences de la guerre. Pour moitié d'entre elles (47 %), ce sont des allusions aux *pertes humaines* et à la *mort* qui sont mises en avant, suivies par les notions de destruction et de dévastation, associées aux périls qui adviennent en matière de protection des populations civiles (*blessés, famines, violence et brutalités...*) et aux conséquences économiques qui s'ensuivent pour la société. Cette première catégorie objective la guerre à partir de sa réalité dévastatrice et de ses capacités de destruction pesant sur les populations, civiles et militaires.

La deuxième catégorie mobilise d'abord des affects et accorde une place plus importante aux perceptions subjectives de la guerre. Elle représente un gros tiers des réponses (37 %). Les mots convoquent des sentiments et des ressentis négatifs devant les périls et les conséquences désastreuses que toute guerre

engendrer. Ce sont ainsi les notions de peur, de crainte ou encore de tristesse et de chagrin qui sont citées mais aussi, de façon plus emphatique, des mots tels qu'*atrocité, horreur, enfer, douleur, cruauté, inhumanité* qui signent la perception d'une angoisse et d'une inquiétude prégnante envers le tragique inhérent aux situations de guerre et auquel les individus sont plus ou moins violemment confrontés. Cette perception manifeste tout à la fois une conscience lucide de la part des jeunes générations des effets engendrés par la guerre et une peur omniprésente de son éventualité. La guerre est avant tout redoutée.

La troisième catégorie fait référence aux données concrètes et matérielles relevant de l'*armement* et des *armes* nécessairement engagés dans la guerre. Elle est mobilisée par un jeune sur cinq (22 %). Elle relève d'une vision réaliste associée aux conditions de l'affrontement, au déroulement des hostilités et au combat.

La quatrième catégorie de réponses (17 %) renvoie à des considérations géopolitiques et désigne des pays touchés par des conflits actuels (*Ukraine, Russie, Syrie...*) ou aux entités institutionnelles (*pays, États, gouvernement*). La cinquième catégorie rassemble des notions visant à qualifier la guerre et renvoyant à ses définitions (*affrontement, bataille, combat, bagarre, conflit...*) et concerne 17 % des réponses également. Les deux dernières catégories apparaissent plus marginales (respectivement 11 % et 10 %) et sont composées pour la première des mots renvoyant au monde militaire (*soldats, armée, militaire...*) et pour la deuxième au type de conflit (*mondial, nucléaire civil...*).

L'absence d'évocations historiques spontanées est à remarquer. On retiendra que les représentations évoquées ont une forte dominante négative, la guerre restant référée d'abord au registre des « passions tristes » qui animent les sociétés humaines. Pour un jeune sur deux dans l'enquête la guerre est associée à la mort et aux pertes humaines ; pour plus d'un jeune sur trois à la peur, à l'atrocité et au chagrin.

LES GUERRES DU PASSÉ

Les enjeux mémoriels associés aux guerres du passé sont décisifs dans la construction d'une culture citoyenne commune. Dans le renouvellement générationnel, ces guerres laissent plus ou moins de traces. Dans la mémoire collective, elles sont plus ou moins commémorées, mais aussi plus ou moins assumées. Qu'en retiennent les jeunes ? Il leur était demandé de se prononcer sur les guerres du passé qui selon eux avaient le plus marqué la France et les Français. Leurs réponses étaient libres. Ce sont les deux guerres mondiales qui s'imposent très largement dans les réponses. La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) est la plus citée et constitue sans nul doute une matrice référentielle tant en termes de connaissances que d'images et de représentations pour les jeunes. Plus de six sur dix (62 %) l'évoquent. La Première Guerre mondiale (1914-1918) est loin d'être absente. Près d'un jeune sur deux la mentionne également (47 %). Très loin derrière figure la guerre d'Algérie (13 % des réponses), pourtant plus récente mais dont les enjeux mémoriels restent plus problématiques dans la société française et sont nettement moins mis en avant dans les savoirs scolaires⁵. Des différences significatives selon le genre sont à remarquer. Les jeunes femmes sont toujours plus nombreuses que les jeunes hommes à pouvoir citer une guerre. Ainsi, une sur deux évoque la Première Guerre mondiale (51 % contre 43 % des jeunes hommes), et plus de deux sur trois la Seconde Guerre mondiale (68 % contre 55 % des jeunes hommes). La guerre d'Algérie est aussi plus fréquemment citée (16 % contre 10 %). L'importance du bagage scolaire est visible. Les plus jeunes de l'échantillon, soit les 18-19 ans, souvent encore dans un cadre de formation et pour lesquels les acquis scolaires sont encore récents, sont plus nombreux à fournir une réponse se focalisant sur les deux guerres mondiales ainsi que sur la guerre d'Algérie, enseignées dans leurs classes. Avec l'âge, ces dernières sont citées mais moins fréquemment au fil des années. À cet effet d'âge s'ajoute un effet discriminant du niveau de diplôme et du

statut. Ainsi 57 % des étudiants évoquent la Première Guerre mondiale, 34 % des jeunes actifs sans diplôme et 28 % des jeunes au chômage. On retrouve des écarts similaires s'agissant de la Deuxième Guerre mondiale (respectivement 77 %, 34 % et 34 %).

Viennent ensuite des évocations beaucoup plus éclatées et disparates, la guerre froide (5 %), la guerre de Cent Ans (3 %), les guerres napoléoniennes (2 %), la guerre d'Indochine (2 %), pour lesquelles on n'observe pas de différences significatives.

Interrogés sur les vecteurs de leurs connaissances sur ces guerres du passé, les jeunes mettent en avant le rôle de l'école, loin devant les films, les médias ou le témoignage des proches. Ainsi 85 % d'entre eux évoquent les apprentissages scolaires, parmi lesquels 50 % reconnaissent que ce qu'ils ont appris sur ces guerres, ils le doivent *beaucoup à l'école*, et les plus jeunes davantage que les plus âgés (57 % des 18-19 ans contre 42 % des 24-25 ans). Le cinéma arrive en deuxième position mais nettement derrière : 67 % reconnaissent son rôle dans la connaissance qu'ils ont de ces guerres, parmi lesquels 22 % disent lui devoir *beaucoup*. Le rôle de la famille est équivalent : 64 % admettent que leurs savoirs en la matière sont dus à leurs parents ou à leurs grands-parents (parmi lesquels 24 % *beaucoup*). Internet, les réseaux sociaux d'une part et les émissions de télévision d'autre part sont évoqués par respectivement 58 % et 56 % des jeunes, ce qui est loin d'être négligeable. La culture livresque quant à elle est mentionnée par 57 % d'entre eux. L'importance des livres est avérée. Enfin, les jeux vidéo arrivent nettement plus loin derrière : 38 % les évoquent comme vecteurs de savoirs sur les guerres du passé.

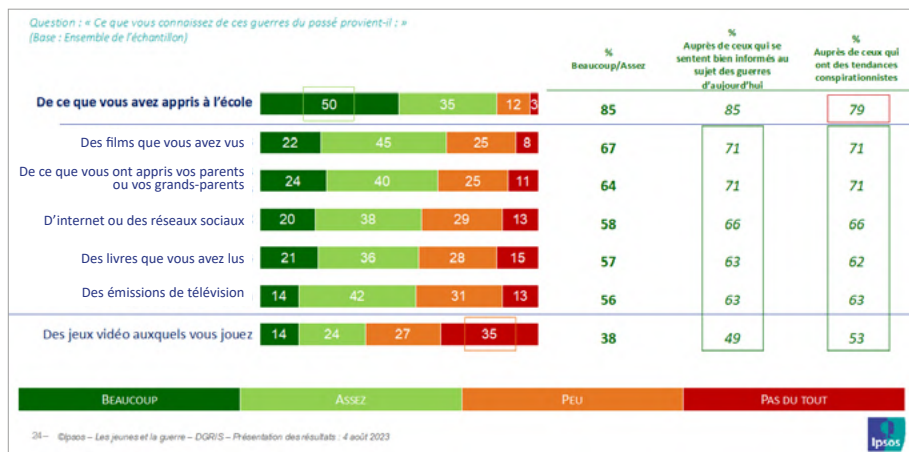
Des différences sont à noter selon le genre. Les jeunes femmes accordent davantage d'importance à l'école. Une large majorité d'entre elles (55 %) considère qu'elle est le vecteur privilégié de transmission des savoirs sur les guerres (contre 44 % des garçons). En revanche les jeunes hommes privilégient les canaux audiovisuels et numériques : 63 % mentionnent Internet et les réseaux sociaux (52 % des jeunes femmes), 59 % les émissions de télévision (52 % des jeunes femmes), 70 % évoquent les films (64 % des jeunes femmes), enfin 55 % les jeux vidéo (21 %

5. Paul Max Morin, *Les Jeunes et la guerre d'Algérie*, op. cit.

seulement des jeunes femmes). Le recours à la lecture et aux livres, contrairement à ce que l'on aurait pu penser, n'est pas une caractéristique réservée aux femmes, en tout cas en matière de savoirs sur la guerre : 59 % des jeunes hommes évoquent avoir eu recours au vecteur de la lecture livresque dans ce domaine (54 % des jeunes femmes).

On retiendra de cette recension que le savoir scolaire reste un vecteur déterminant et privilégié par les jeunes dès lors qu'ils sont amenés à hiérarchiser les sources de leurs connaissances sur les guerres du passé. Néanmoins, les vecteurs numériques tout autant que les vecteurs audiovisuels et livresques classiques jouent un rôle important. Il faut sans doute les considérer comme des leviers de connaissances complémentaires des modes de transmission scolaire. Par ailleurs, le rôle de l'école apparaît toujours minoré par les jeunes plus sensibles aux théories complotistes : alors que ceux qui ne présentent aucun indice de sensibilité aux théories complotistes la considèrent très majoritairement (58 %) comme un vecteur de transmission important en matière de connaissances des guerres, ils sont moins nombreux dans ce cas (44 %) parmi ceux qui sont réceptifs à ces thèses.

Graphique 11. Les vecteurs de transmission des savoirs sur les guerres du passé



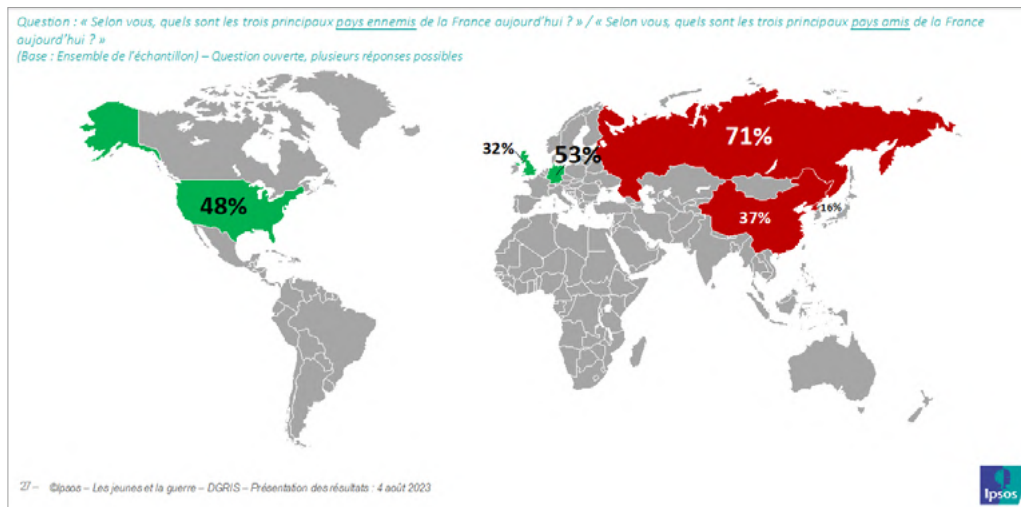
C'est donc à partir d'un répertoire éclectique et diversifié, où la fiction occupe une place non négligeable, que les connaissances sur la guerre se construisent et s'entretiennent, et que la mémoire collective des guerres du passé trouve ses voies de reviviscence.

LES GUERRES DU PRÉSENT

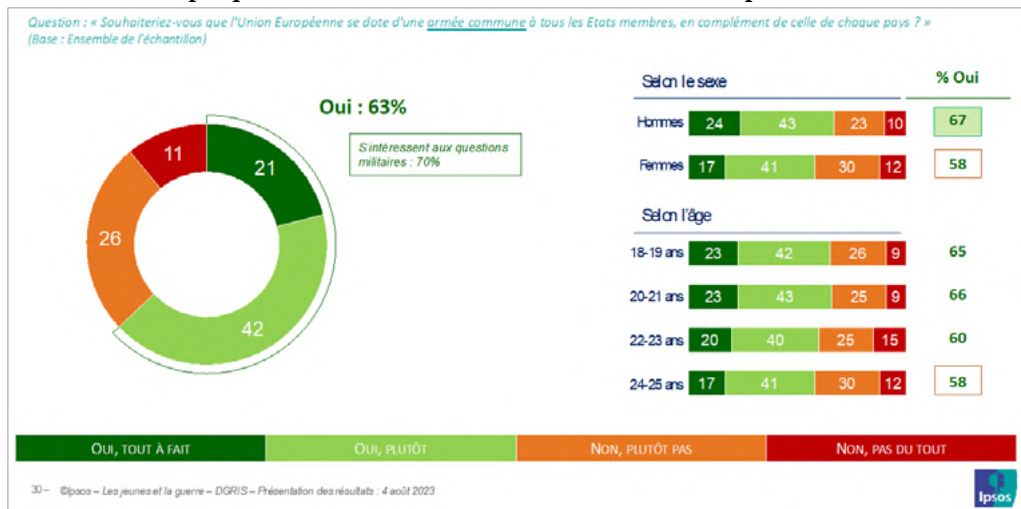
Qui dit guerre dit confrontation entre des nations ou des coalitions de nations. Les jeunes étaient invités à désigner de façon libre ce qu'ils pensaient être les trois principaux pays « ennemis » et les trois principaux « amis » de la France aujourd'hui. En ressort une cartographie géopolitique relativement sans surprise et indéniablement assez sommaire mais révélatrice de la perception qu'ils peuvent avoir à la fois des tensions existantes entre les grandes puissances se partageant la planète et de la réalité conjoncturelle des conflits actuels ou potentiels dans le monde d'aujourd'hui.

Parmi les pays « ennemis », la Russie, la Chine et la Corée du Nord sont les plus cités (respectivement 71 %, 37 % et 16 % des réponses). Au rang des pays « amis », se trouvent au premier chef l'Allemagne, suivie par les États-Unis et la Grande-Bretagne (respectivement 53 %, 48 % et 32 % des réponses). L'Allemagne recueille le plus grand nombre de réponses et plus d'un jeune sur deux l'évoque. C'est un résultat qui mérite d'être souligné. Il indique non seulement l'éloignement, dans les nouvelles générations, des stigmates mémoriels de la figure ennemie de l'Allemand associés aux deux guerres mondiales, mais aussi la concrétisation dans les consciences juvéniles actuelles de la pacification voulue par la construction européenne.

Graphique 12. Les pays ennemis et les pays amis



Graphique 13. Une armée commune dans l'Union européenne



Cette évolution se traduit notamment par le fait que près des deux tiers des jeunes Français (63 %) souhaitent que l'Union européenne se dote d'une armée commune en complément de celle de chaque pays. Par ailleurs, un jeune sur deux (51 %), et tout particulièrement les plus jeunes, considère que l'appartenance de la France à l'OTAN est une *bonne chose*, témoignant par là d'une vision atlantiste de la coopération internationale en matière de conflits. Certes 28 % n'ont pas d'idée arrêtée sur le sujet, mais seuls 21 % disent explicitement que c'est une *mauvaise chose*. Ils se comptent en plus grand nombre parmi les jeunes se positionnant à droite (28 % contre 19 % des jeunes de gauche et 17 % de ceux qui ne se positionnent ni à droite ni à gauche), mais aussi parmi celles et ceux qui sont réceptifs aux théories complottistes (32 % contre 11 % de ceux qui n'y sont pas réceptifs). Enfin, l'antimilitarisme s'est effacé dans les consciences des jeunes générations. La fin de la conscription en 1997 n'y est pas étrangère, mais l'image de l'institution militaire a beaucoup gagné en crédibilité, et de toutes les institutions c'est celle qui recueille le plus de confiance parmi les citoyens, dont les plus jeunes⁶.

Les données issues de l'*Observatoire de la génération Z* vérifient l'importance de la confiance des jeunes envers l'institution militaire (82 %), et ce autant parmi les filles que parmi les garçons. Dans une période où la confiance des jeunes envers les institutions politiques et régaliennes est en crise – 80 % des jeunes expriment de la défiance envers les partis politiques, 60 % envers le *gouvernement* et 42 % envers la *police* –, l'armée échappe à cette critique et maintient une très bonne image auprès des jeunes. En outre, les jeunes ont davantage confiance en l'armée qu'en l'école (82 % contre 74 %). L'institution militaire n'est pas affectée par la crise de confiance qui entame le lien des jeunes générations envers les appareils démocratiques, et ce alors même qu'ils sont porteurs d'une culture de protestation qui s'est assez largement diffusée.

6. Anne Muxel, « Les jeunes Français pour une armée de protection », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Oxford, Peter Lang, 2021, p. 31-51.

7. Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, Étude n° 89, IRSEM, 2022.

La bonne image des armées françaises se distingue comparée à celle que l'on mesure dans d'autres pays. Les jeunes Suédois par exemple, mais aussi les jeunes Suisses ou encore les jeunes Allemands, pays dans lesquels le niveau de confiance démocratique est pourtant plus élevé, expriment une confiance plus modérée envers leurs armées⁸.

Une étude récente menée dans le cadre du *think tank* Continuum Lab a confirmé l'attraction des jeunes pour les métiers de la sécurité et de la justice. Huit jeunes sur dix (83 %) peuvent éventuellement exercer une profession dans cet univers professionnel, et 42 % expriment même leur certitude quant à la réalisation d'un tel projet. Leurs choix se répartissent de façon différenciée selon les métiers. Pompier et militaire sont les deux métiers qui bénéficient de l'image la plus positive parmi les jeunes dont découle leur attractivité : 53 % peuvent envisager d'être pompier (18 % en sont certains), et 49 % d'être militaire (18 % en sont certains)⁹. Certes, le passage des intentions aux actes n'est pas assuré. Dans la réalité, les recrutements effectifs n'atteignent pas ces proportions. Néanmoins, on mesure là des dispositions plutôt favorables de la part des jeunes envers ces métiers et un vivier de recrutement non négligeable pour cet univers professionnel.

La bonne image de l'armée s'inscrit aussi dans un contexte de renforcement de sa légitimité aux yeux des jeunes. Parmi les associations spontanées exprimées par les jeunes à l'évocation du monde militaire, ce sont les missions de protection et de défense qui arrivent en premier (35 % des réponses), loin devant la guerre et le combat (13 %)¹⁰. Les préoccupations personnelles et collectives s'articulent ainsi aux redéfinitions en cours du périmètre opérationnel des armées qui conduisent l'institution militaire à faire preuve d'adaptation et de résilience. Cette convergence peut contribuer au socle de confiance dont elles bénéficient, dans

8. *Ibid.*

9. Anne Muxel, *Les Jeunes et les métiers de la sécurité et de la justice. Images, représentations, attractivité*, Continuum Lab/Interiale, 2023, <https://www.continuumlabor.fr/evenements/>.

10. Voir Anne Muxel, « Les jeunes Français pour une armée de protection », art. cit.

un contexte où les perspectives apparaissent aux populations peu claires et sources d'anxiété.

Autre indice de cette légitimité accrue repérable dans l'opinion des jeunes au moment de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19, le fait qu'une partie non négligeable d'entre eux, à l'instar du reste de la population française (43 %), considère que si la crise devenait incontrôlable, il vaudrait mieux confier le pouvoir aux militaires qu'aux politiques¹¹. Enfin, une proportion significative de Français, plus du quart (27 %), partage l'opinion que le pays serait mieux gouverné par des militaires que par des pouvoirs civils, et 31 % des jeunes se rallient à cette opinion¹².

C'est à l'aune de ces évolutions qu'il faut interpréter l'assentiment d'une majorité de jeunes à l'augmentation des moyens de l'armée française : 53 % des jeunes s'y rallient, et l'on n'en dénombre que 9 % pour dire qu'il faut plutôt *diminuer les moyens de celle-ci* et seulement 3 % qui affirment vouloir *supprimer l'armée*.

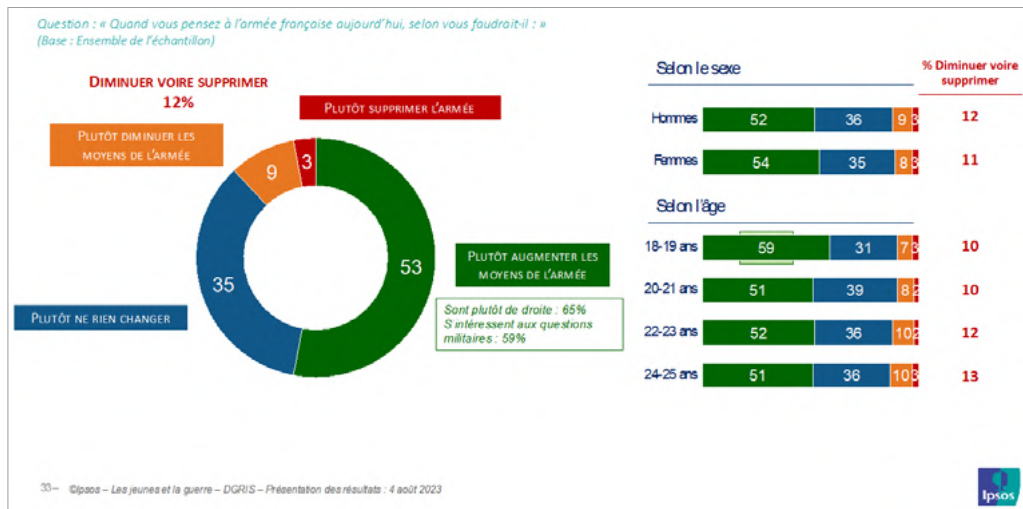
Les représentations que les jeunes générations ont de la guerre s'inscrivent donc dans un contexte plutôt favorable à l'institution militaire et aux armées françaises, dans le cadre d'une alliance atlantique mais aussi européenne, l'idée de défense européenne étant majoritairement intégrée. Néanmoins elles témoignent indéniablement d'une perception mortifère qui entretient une grande inquiétude à l'égard de conflits majeurs pouvant intervenir sur le territoire. Dans une proportion équivalente à celle que l'on mesure dans l'ensemble de la population française, 77 % des 18-24 ans se disent inquiets du climat et de l'atmosphère qui règne en France depuis l'attaque du Hamas en Israël le 7 octobre 2023 et 68 % considèrent qu'il existe un risque que ce conflit s'élargisse à d'autres pays, notamment le Liban et l'Iran¹³.

11. Anne Muxel, Florian Opillard, Angélique Palle, *L'Armée, les Français et la crise sanitaire. Une enquête inédite*, Étude n° 95, IRSEM, 2022.

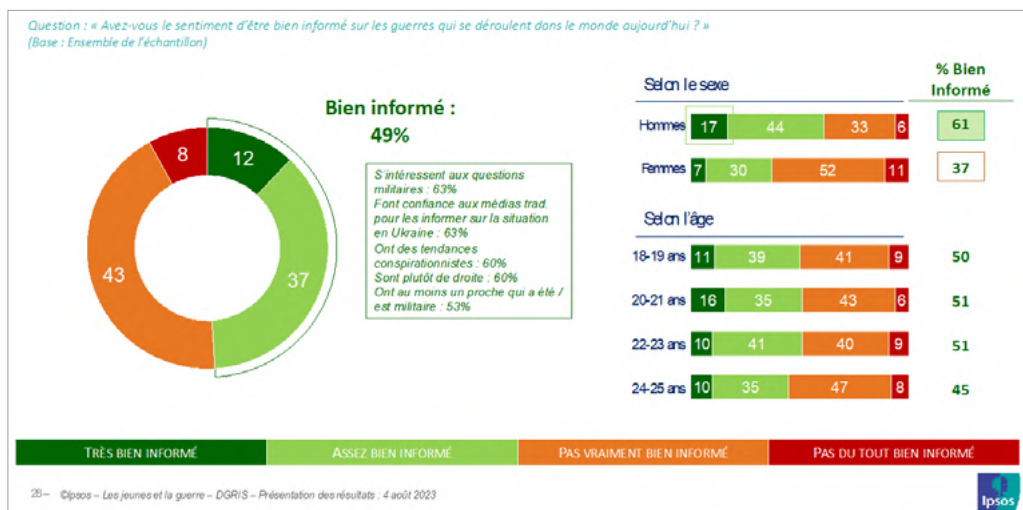
12. Opinion Way pour Sciences Po (Cevipof), *La Démocratie au risque de la tentation identitaire, Baromètre de la confiance politique*, vague 13, janvier 2022.

13. Sondage ELABE, *Les Français, le conflit entre le Hamas et Israël, et la menace terroriste*, 31 octobre 2023.

Graphique 14. Augmenter ou diminuer les moyens de l'armée française



Graphique 15. Sentiment d'être bien informé ou pas sur les guerres actuelles dans le monde



Le niveau d'information des jeunes sur les guerres qui se déroulent dans le monde aujourd'hui présente certaines faiblesses. Seul un jeune sur deux (49 %) a le sentiment d'être bien informé, et parmi eux seuls 12 % se considèrent comme très bien informés. C'est donc aussi en miroir un jeune sur deux qui reconnaît ne *pas être vraiment bien informé* ou *pas informé du tout*. Sans surprise, les jeunes s'intéressant aux questions militaires disposent d'un niveau d'information supérieur à la moyenne (63 %).

Cependant la différence la plus notable est due à un effet de genre : les jeunes hommes se déclarent en plus grand nombre comme étant bien informés (61 %) tandis que les jeunes femmes ne sont plus que 37 % à faire la même réponse (soit un écart de -24 points). On retrouve un écart lié au genre en ce qui concerne l'intérêt porté aux questions militaires. Les jeunes femmes sont toujours plus en retrait : 42 % des jeunes femmes déclarent leur intérêt contre 63 % des jeunes hommes.

La quasi-totalité des jeunes interrogés (95 %) sait que se déroule actuellement une guerre en Ukraine, et un jeune sur deux indique même savoir précisément ce qu'il s'y passe (55 %). Cette proportion grimpe à 61 % parmi les 18-19 ans qui témoignent d'une compréhension « active » sur le sujet, reconnaissant s'informer régulièrement (65 %). Les jeunes ne sont pas distants et détachés d'une actualité de guerre se déroulant non loin de leurs frontières. On remarquera toutefois que les jeunes femmes sont plus en retrait. Alors que 71 % des jeunes hommes reconnaissent s'informer régulièrement sur le développement du conflit, les jeunes femmes ne sont que 56 % dans le même cas, soit un écart de -15 points qui confirme un effet de genre caractéristique du rapport que les jeunes entretiennent avec le monde militaire et plus largement avec la guerre. Si les jeunes femmes sont aussi nombreuses que les jeunes hommes à se dire au courant qu'il existe actuellement une guerre entre l'Ukraine et la Russie, en revanche elles sont plus nombreuses à reconnaître ne pas savoir précisément ce qu'il s'y passe (49 % contre 41 %).

Bien que les jeunes se disent globalement informés, la confiance qu'ils ont dans les médias traditionnels est mitigée. Une moitié d'entre eux a confiance (55 %), 32 % ont peu confiance

et 13 % pas confiance du tout. Là encore, les jeunes femmes se distinguent par une défiance nettement plus élevée. Si 63 % des jeunes hommes expriment leur confiance, cette proportion chute à 47 % parmi les jeunes femmes. Par ailleurs, la défiance médiatique apparaît aussi plus affirmée parmi les jeunes plus âgés : si 59 % des 18-19 ans affirment leur confiance, ils ne sont plus dans ce cas que 44 % parmi les 24-25 ans.

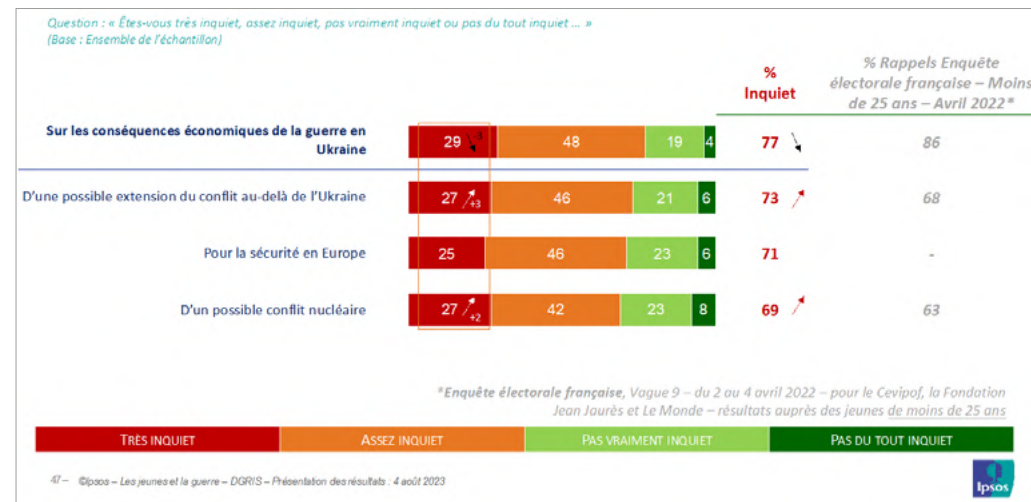
La guerre en Ukraine inquiète les jeunes Français, tout particulièrement quant aux conséquences économiques qu'elle pourrait avoir et sa possible extension. Les trois quarts d'entre eux (77 %) se disent préoccupés par ses retombées sur l'économie française, et 73 % redoutent que le conflit dégénère au-delà des seules frontières de l'Ukraine. L'avenir de la sécurité en Europe est aussi un sujet d'inquiétude (71 %), et l'éventualité d'un conflit nucléaire est très largement redoutée (69 %, parmi lesquels 27 % se disent très inquiets). Le sentiment que le conflit entre l'Ukraine et la Russie, aux portes de l'Union européenne, représente un péril tangible est donc bien présent dans une partie très significative de la jeunesse, en France mais aussi dans les autres États membres. Les résultats des différents groupes d'âge sont en général assez proches. Toutefois les 15-24 ans sont les plus susceptibles de craindre une guerre nucléaire (28 %) tandis que les 40-54 ans redoutent davantage une crise économique majeure (39 %)¹⁴.

L'opinion des Français sur le soutien apporté à l'Ukraine par leur pays a été mesurée et fait apparaître des différences significatives selon l'âge, notamment concernant l'envoi par la France de troupes en Ukraine. Les moins de 35 ans sont nettement plus favorables à ce type de soutien (31 % contre 17 % des 50 ans et plus), alors que les plus âgés mettent davantage en avant des sanctions économiques et diplomatiques contre la Russie¹⁵. L'engagement des armées françaises dans un conflit extérieur à la France est une option qui recueille l'assentiment d'un petit tiers des jeunes.

14. La réponse de l'UE à la guerre en Ukraine, Eurobaromètre standard 97, été 2022, Commission européenne.

15. IPSOS, La perception internationale de la guerre en Ukraine, février 2023.

Graphique 16. Inquiétudes sur les conséquences de la guerre en Ukraine



Dans une enquête menée auprès de la population étudiante de Sciences Po, les actions d'engagement depuis le déclenchement de la guerre en Ukraine apparaissent comme non négligeables : 25 % des étudiants ont fait un don monétaire, 26 % ont fait un don en nature, 21 % ont activé leurs réseaux pour l'accueil des réfugiés et 4 % en ont personnellement accueillis, 13 % se sont engagés dans une association mobilisée face à la guerre, et 5 % ont même envisagé de se mobiliser en partant en Ukraine¹⁶.

Les guerres du présent ne sont donc pas ignorées par les jeunes Français. Leurs enjeux stratégiques, mais aussi civils et politiques, sont assez correctement identifiés, et ce d'autant plus parmi les jeunes qui se montrent les plus intéressés par les questions militaires. La cartographie géopolitique que l'on peut dresser à l'aide de leurs réponses est assez crédible et cohérente avec les conflits ou les risques de conflits actuels. Leur appréhension témoigne toutefois qu'il s'agit d'un univers qui est plus familier aux jeunes hommes, sensiblement plus informés, qu'aux jeunes

16. Martial Foucault et Anne Muxel, Une jeunesse engagée, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.

femmes. Cette différence de genre se retrouve du reste dans nombre de perceptions du fait guerrier.

LES GUERRES DE DEMAIN

Il est toujours difficile de susciter des projections en matière d'avenir, et *a fortiori* lorsqu'il s'agit des perspectives de guerres et de conflits à l'échelle du monde. C'est un exercice qui fait appel sans nul doute à l'imaginaire mais qui mobilise aussi les normes et les représentations dominantes associées au fait guerrier. Les jeunes générations de la France d'aujourd'hui ayant été épargnées par les guerres sur le territoire français, l'on ne peut négliger la relative abstraction que représente pour eux cet exercice de prospective. Néanmoins, l'éventualité des guerres du futur ne leur est pas étrangère et l'étude a cherché à appréhender les modalités concrètes avec lesquelles celles-ci pourraient se dérouler dans une dizaine d'années. Invités à se prononcer sur la principale dimension dans laquelle les combats auraient lieu, ils ont pu hiérarchiser l'importance des corps d'armée qui seraient surtout mobilisés.

C'est une vision relativement traditionnelle des combats et de leurs techniques qui s'impose. En effet, c'est en premier lieu l'armée de terre qui est convoquée : 39 % des jeunes interrogés considèrent que les combats auraient lieu *sur terre avec des chars et des soldats armés de fusils d'assaut*. La seconde place revient à la guerre numérique. Un quart des jeunes (26 %) imagine que les combats se dérouleraient surtout *sur des réseaux informatiques et sur internet*. Les autres corps d'armée ne viennent que loin derrière. Seuls 18 % envisagent une guerre *dans le ciel avec des avions et des hélicoptères*, et une infime minorité (8 %) la perspective d'une guerre *dans l'espace avec des engins spatiaux et des satellites*.

Les jeunes ont du mal à projeter des conflits très différents de ce qu'ils connaissent des guerres du passé. L'infanterie reste la matrice opérationnelle des guerres de demain, en tout cas dans la perspective des dix prochaines années. Dans les représentations dominantes de la guerre, c'est l'armée de terre qui s'impose en premier et qui serait la première concernée. L'armée de l'air

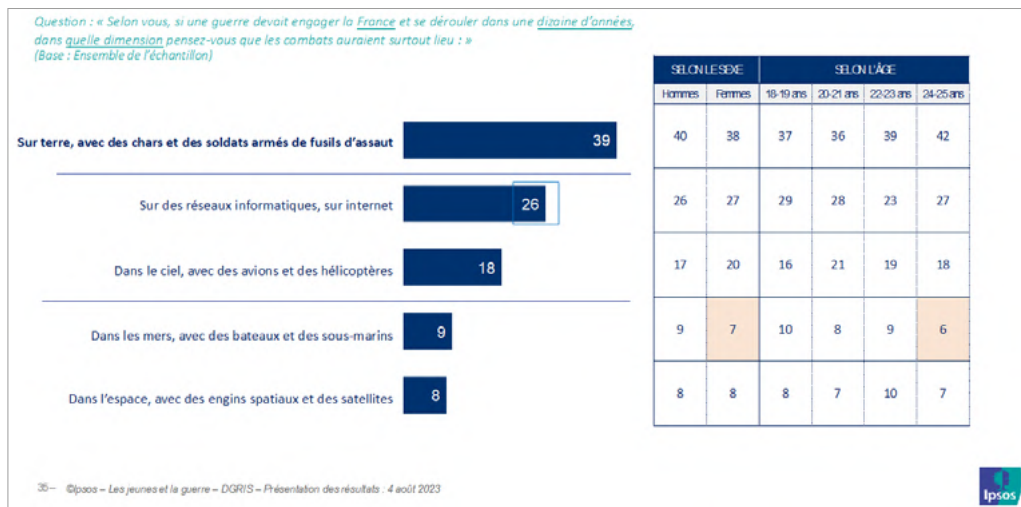
occupe une place nettement plus faible mais non négligeable tandis que la Marine apparaît nettement plus en retrait.

L'exercice de prospective était poussé plus avant et cherchait à mesurer la probabilité d'un certain nombre d'évolutions et d'avancées technologiques pouvant modifier les paramètres des guerres à venir.

Un premier constat s'impose. La guerre reste intrinsèquement associée aux pertes humaines et à la mort et ce, quelles que soient les évolutions technologiques pouvant changer les conditions des combats. Seul un petit quart des jeunes (23 %) considère *que ce seront des guerres zéro morts*. Le pourcentage est un peu plus élevé parmi ceux qui s'intéressent aux questions militaires (32 %). Les trois quarts des jeunes (77 %) affirment que la perspective d'éviter les pertes humaines, tant militaires que civiles, est peu voire pas du tout probable. Ils sont plus partagés sur certaines avancées technologiques, notamment sur le fait que *les soldats humains seront remplacés par des robots* ou que *les guerres se feront dans un monde virtuel* (respectivement 43 % et 37 %). Seul un jeune sur dix (11 % respectivement) juge cela très probable. Ils sont une petite moitié (48 %) à penser que l'intelligence artificielle sera mise à contribution dans les guerres du futur et que *ce seront les ordinateurs et l'intelligence artificielle qui commanderont*.

L'éventualité que des armes biologiques soient utilisées est en revanche considérée comme probable par sept jeunes sur dix (70 %). L'importance du terrorisme, potentiellement porteur de guerres asymétriques, est envisagée par une très large majorité : 70 % considèrent comme probable que les guerres de demain seront des guerres contre des armées terroristes.

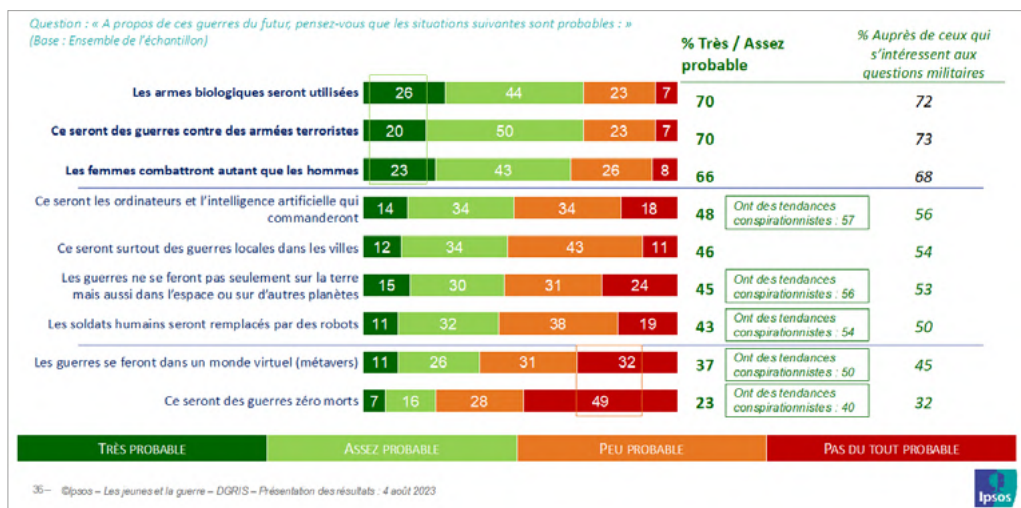
Graphique 17. Les dimensions des guerres de demain



L'élargissement des territoires de la guerre à l'espace est envisagé par une proportion non négligeable de jeunes. Ainsi 45 % pensent que les guerres ne se feront pas seulement sur la terre mais aussi dans l'espace ou sur d'autres planètes, cette perception n'étant pas sans convoquer les représentations imaginaires véhiculées entre autres par la saga iconique *Stars Wars*. Ils sont aussi nombreux à imaginer que les guerres se dérouleront sur des théâtres urbains : 46 % souscrivent à l'idée qu'il est probable que *ce seront surtout des guerres locales dans des villes*. Le modèle de la guérilla urbaine est présent.

Enfin, la place des femmes dans les combats, considérée à égalité avec celle des hommes, est désormais admise par une large majorité de jeunes (66 %). Le mouvement de féminisation des armées participe de cette représentation devenue dominante, mais aussi les modèles véhiculés par le cinéma et les séries qui érigent des figures de femmes combattantes et héroïques, y compris à des postes de commandement.

Graphique 18. Les guerres du futur



Dans le futur, les guerres seront certes dotées de moyens et de connaissances technologiques pouvant reconfigurer certaines modalités d'action, en matière de tactique, de stratégie mais aussi de combattants. Pour les jeunes cela paraît évident. Néanmoins, ces moyens ne pourront éradiquer le désastre des pertes humaines qu'engendre toute guerre. Les guerres de demain continueront de tuer. Deux périls majeurs sont bien identifiés, l'arme biologique d'une part et le terrorisme d'autre part, des ponts et des synergies pouvant bien sûr exister entre les deux.

LES QUALITÉS D'UN COMBATTANT

L'examen des représentations associées aux guerres d'hier, d'aujourd'hui et de demain suppose d'appréhender aussi les qualités prêtées au combattant qui sont mises en avant par les jeunes. Par-delà ces qualités, c'est aussi une image du combat qui est délivrée. Les jeunes étaient invités à choisir trois qualités indispensables au métier de combattant.

La force mentale est choisie en priorité : 58 % la jugent indispensable, les jeunes femmes encore plus que les jeunes hommes (66 % contre 50 %), et les plus jeunes de l'échantillon (66 % des 18-19 ans). Vient ensuite l'intelligence de la situation sur le terrain : 46 % la privilégient, et là encore les jeunes femmes plus que les jeunes hommes (50 % contre 41 %).

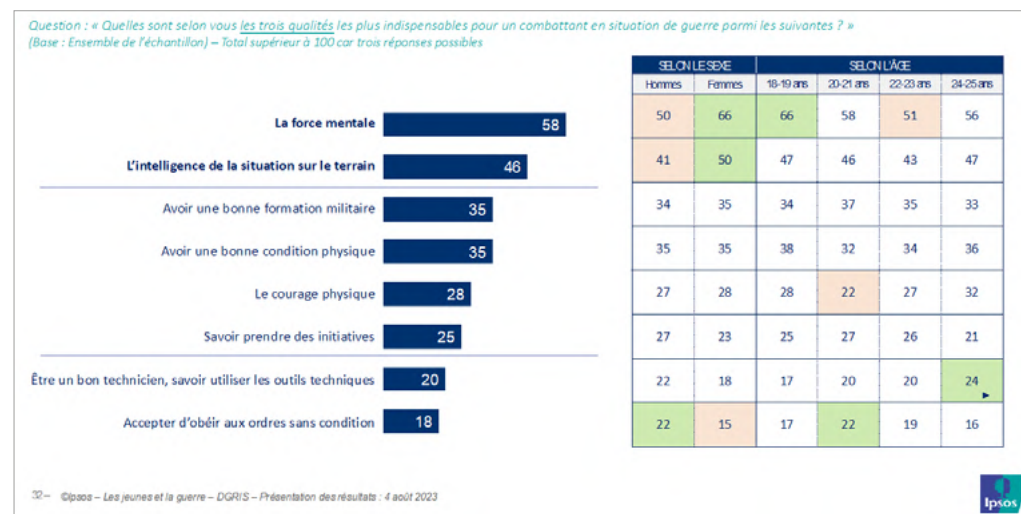
Ce sont donc des qualités relevant de la maîtrise de soi et de capacités cognitives et intellectuelles qui sont d'abord mises en avant, devant les qualités physiques *stricto sensu*. Certes la nécessité d'avoir une bonne condition physique et la capacité de faire preuve de courage physique sont citées comme des qualités essentielles par un nombre significatif de jeunes interrogés (respectivement 35 % et 28 %), mais l'on remarquera que c'est sur un mode mineur par rapport aux qualités d'ordre mental précédemment mentionnées. Les compétences d'ordre technique sont jugées moins importantes (20 % des réponses). La dimension technicienne du combat semble moins importer, en tout cas dans leurs représentations.

Enfin, à rebours des principes mêmes du commandement militaire, l'obéissance inconditionnelle du combattant apparaît remise en cause. Seuls 18 % des jeunes, donc à peine un jeune sur cinq, considèrent comme une qualité indispensable le fait d'accepter d'obéir aux ordres sans condition. Ce résultat indique une autre vision du métier militaire, intégrant une dimension plus contractuelle entre le soldat et sa hiérarchie et la reconnaissance d'une autonomie relative du combattant en opération. Du reste, la capacité à prendre des initiatives est sélectionnée par 25 % des jeunes. La question de l'obéissance inconditionnelle est davantage privilégiée par les jeunes hommes que par les jeunes femmes (22 % contre 15 %). C'est un point à souligner.

Le paysage mental qui se dessine à partir de l'ensemble de ces représentations fait apparaître un univers de la guerre somme toute assez classique quant aux modalités envisagées du déroulement des combats, où l'armée de terre et l'infanterie occupent une place primordiale et où l'éventualité d'une guerre sans pertes humaine est écartée. Néanmoins, certaines configurations sont

anticipées, marquant des évolutions significatives, en lien avec certains enjeux actuels : le terrorisme, l'importance prise par les armes biologiques, la multiplication de guerres asymétriques. Par ailleurs, on notera la place prise par la dimension mentale à laquelle s'ajoute une exigence de formation (35 % des jeunes choisissent pour qualité essentielle du combattant le fait de disposer d'une bonne formation militaire), cela au relatif détriment des considérations physiques associées au métier militaire. C'est l'image d'un combattant se distinguant par son intelligence et sa maîtrise de la situation qui prévaut. Enfin, l'initiative l'emporte sur l'obéissance inconditionnelle aux ordres donnés, ce qui reconfigure l'un des piliers du commandement militaire au profit d'une gestion plus contractuelle du combat.

Graphique 19. Les qualités d'un combattant



► À RETENIR

Les représentations spontanées de la guerre qui sont développées par les jeunes ont indéniablement une tonalité mortifère. Ils affrontent avec lucidité les conséquences tragiques de la guerre tant sur les armées que sur les populations civiles et l'environnement. La dimension émotionnelle s'impose aussi par l'importance des affects qu'ils mobilisent dans leurs évocations.

Ils identifient les enjeux des guerres actuelles, notamment la guerre qui sévit entre la Russie et l'Ukraine, en mesurent les conséquences et se montrent relativement bien informés à leur sujet.

Si, de façon libre et spontanée, les références historiques ne sont pas mises en avant, en revanche leurs connaissances des guerres du passé, véhiculées par les apprentissages scolaires, convoquent au premier chef les deux guerres mondiales, et tout particulièrement la Seconde Guerre mondiale qui constitue leur matrice de références à partir desquelles se forment encore aujourd'hui leurs représentations de la guerre.

On notera la présence dans leurs approches du fait guerrier d'un fort atlantisme visible dans leur attachement à l'OTAN mais aussi d'un européanisme qui s'affirme par leur adhésion à la création d'une armée de défense européenne. Ils reconnaissent la nécessité de doter les forces armées de moyens.

Ils pointent le terrorisme et les armes biologiques comme des enjeux cruciaux pour les guerres de demain, supposant une certaine adaptation des combattants et des ressources mentales solides. Cependant la façon dont ces guerres seront menées est toujours envisagée selon les modalités des guerres classiques et conventionnelles.

III. FAIRE LA GUERRE, JUSQU'OU ?

Le rapport annuel fourni par AXA sur les principaux risques émergents dans le monde classe l'instabilité géopolitique et les risques de cybersécurité parmi les trois plus importants pour l'Europe, après le changement climatique¹. La perspective de conflits majeurs est donc bien crédible au vu des expertises engagées. Qu'en est-il pour les nouvelles générations ?

LA GUERRE EST-ELLE POSSIBLE ?

Les jeunes ont des représentations assez solidement établies de la guerre et ils ne sont pas dénués de connaissances et de savoirs sur les conflits du temps présent. Se sentent-ils pour autant concernés par l'éventualité d'un conflit majeur sur le territoire français ? Voire par une guerre mondiale ? Se représentent-ils la guerre comme une menace tangible pouvant les toucher directement et personnellement ?

L'un des objectifs de l'étude était de mesurer la teneur du risque de guerre dans les esprits des jeunes Français qui ont été interrogés sur les sujets qui les préoccupent le plus. Si la guerre n'est pas absente, elle est supplantée par le réchauffement climatique et la baisse du pouvoir d'achat qui recueillent respectivement 39 % et 28 % des réponses alors que le risque de guerre n'en recueille que 18 %, arrivant en sixième position, après les inégalités sociales (25 %), la situation économique de la France (24 %) et l'insécurité (22 %) ; toutefois il est placé avant le chômage (13 %), l'immigration (11 %) et le terrorisme (11 %). La guerre est donc une préoccupation qui n'est pas majeure dans la population juvénile mais qui est néanmoins bien présente, et de façon plus significative pour les jeunes hommes que pour les

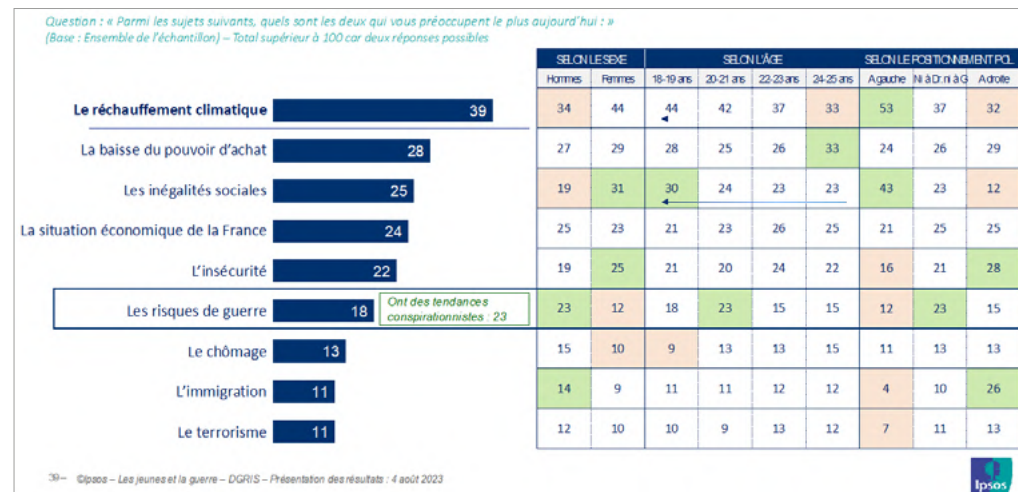
1. AXA Future Risks Report 2023. Le Future Risks Report demande à des personnes du monde entier de classer les cinq risques futurs qu'ils placent en premier, en fonction de leur impact potentiel sur la société au cours des cinq à dix prochaines années.

jeunes femmes (23 % contre 12 %). Ces dernières se montrent plus attentives au réchauffement climatique (44 % contre 34 % des jeunes hommes) et aux inégalités sociales (31 % contre 19 %). Ces deux thématiques sont plus fréquemment convoquées par les jeunes de gauche (respectivement 53 % et 43 %).

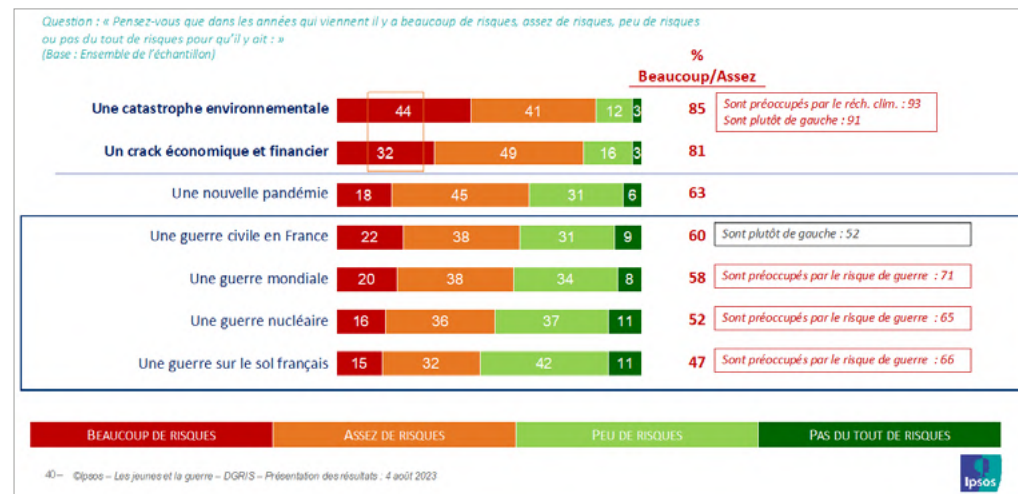
Dans ce contexte, pour les jeunes générations, le risque principal pour les années à venir est moins la guerre qu'une catastrophe environnementale. Plus de huit jeunes sur dix (85 %) envisagent cette probabilité, parmi lesquels 44 % jugent ce risque élevé. Les jeunes de gauche sont sur cette question particulièrement concernés (91 %). Le risque d'un crack économique et financier prévaut aussi sur le risque de guerre : 81 % des jeunes considèrent que cela peut se produire, et parmi eux un tiers (32 %) répond que cette éventualité présente beaucoup de risques. Enfin, le risque d'une nouvelle pandémie est moins prégnant mais est jugé probable par une large majorité de jeunes, près des deux tiers d'entre eux (63 %).

Les périls relevant de la guerre sont moins saillants mais occupent une place importante dans l'exercice de prospective qui leur était demandé. Ainsi 60 % des jeunes se rallient à l'idée qu'il pourrait y avoir une guerre civile, 58 % une guerre mondiale, 52 % une guerre nucléaire et même près d'un jeune sur deux (47 %) une guerre sur le sol français. Ces chiffres sont révélateurs du degré de conscientisation relativement élevé dans les jeunes générations de la possibilité que des événements graves puissent bouleverser la vie des sociétés et leurs propres conditions d'existence dans les années à venir. S'ils n'y sont pas nécessairement préparés, ils envisagent néanmoins leur probabilité.

Graphique 20. Les sujets de préoccupations d'aujourd'hui



Graphique 21. Les principaux risques pour les années à venir



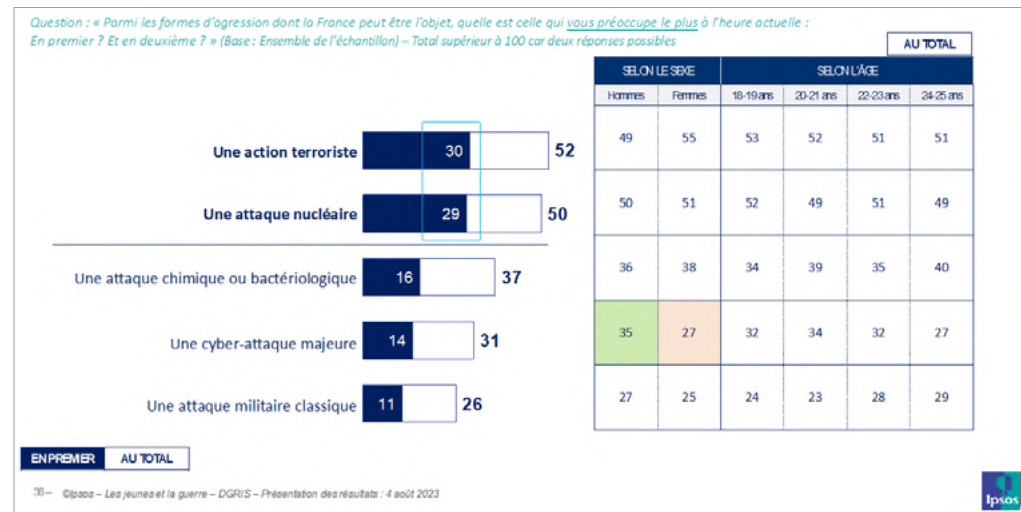
Pour les jeunes, interrogés plus précisément sur les formes d'agression qui selon eux pourraient toucher la France, elles sont de plusieurs types, mais une action terroriste et une attaque nucléaire sont celles qui les préoccupent le plus. Pour un jeune sur deux, ce sont des éventualités qui les inquiètent. Les jeunes femmes sont encore plus préoccupées par le terrorisme que les jeunes hommes (55 % contre 49 %), mais s'agissant d'une attaque nucléaire ils font jeu à part égale (51 et 50 %).

Plus du tiers des jeunes redoutent une attaque chimique ou bactériologique (37 %), et un petit tiers (31 %) une cyber-attaque majeure. Ce dernier type de menace est plus présent parmi les jeunes hommes que parmi les jeunes femmes (respectivement 35 % et 27 %). Enfin, la perspective d'une attaque militaire classique est considérée comme préoccupante par un quart des jeunes (26 %). On remarquera que, de toutes les formes d'agression envisagées, c'est celle qui est placée en dernier.

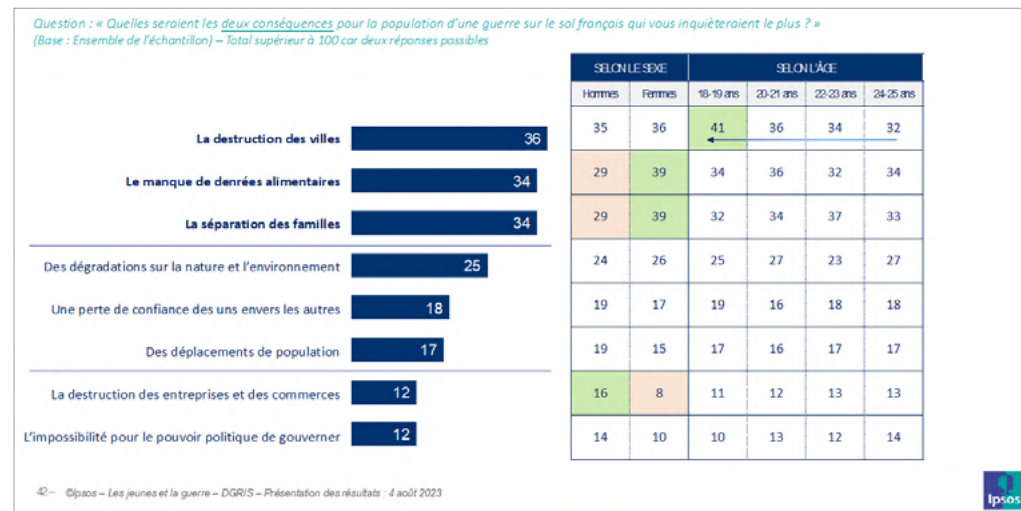
Le risque d'une catastrophe environnementale n'apparaît pas dans leur esprit déconnecté du risque de guerre. Les jeunes perçoivent les liens qui peuvent être établis entre les conséquences du changement climatique et la multiplication des risques de guerre. Les trois quarts d'entre eux (77 %) se rallient à cette idée, et 31 % affirment même que cet effet de causalité leur paraît *certain*, et en plus grand nombre encore les jeunes se positionnant à gauche de l'échiquier politique (86 %).

Dans le cas où une guerre surviendrait sur le sol français, les conséquences pour la population qui les inquiéteraient en premier lieu, concernent des atteintes directes à leurs conditions de vie en matière d'habitat, de subsistance ou encore de vie relationnelle et affective. Ainsi désignent-ils, à part égale, la destruction des villes (36 % des réponses), le manque de denrées alimentaires (34 %) et la séparation des familles (34 %) comme étant les incidences d'une guerre qu'ils redoutent le plus. Les tout jeunes, 18-19 ans, retiennent d'abord la destruction des villes (41 %).

Graphique 22. Les formes d'agression dont la France pourrait faire l'objet



Graphique 23. Les conséquences d'une guerre sur le sol français



Les jeunes femmes apparaissent quant à elles nettement plus sensibles à la question de l'alimentation et à la séparation des familles (respectivement 39 % contre 29 % des jeunes hommes). Les dégradations sur la nature et l'environnement les préoccupent les unes comme les autres (respectivement 26 % et 24 %), mais de façon moins prépondérante. D'autres conséquences moins tangibles au niveau de leur vie personnelle apparaissent plus en retrait de leurs préoccupations : la perte de confiance les uns envers les autres (18 %) ou l'impossibilité pour le pouvoir de gouverner (12 %) sont par exemple nettement moins relevées.

INTÉGRER L'HYBRIDITÉ ET LES RISQUES EXTRÊMES ?

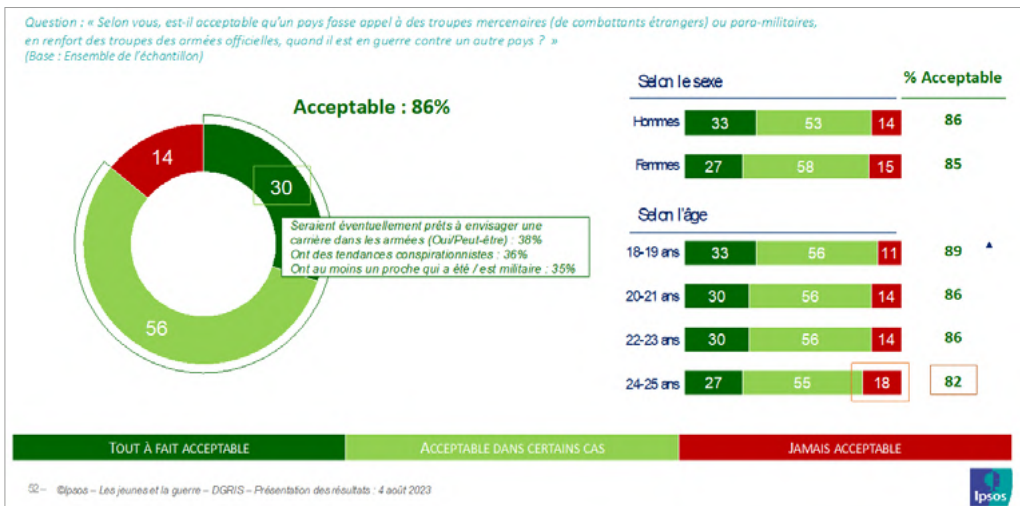
Les représentations de la guerre que les jeunes développent spontanément s'attachent en priorité au modèle classique de la guerre supposant un conflit entre des États-nations et mettant face à face des armées conventionnelles. Néanmoins une appréhension plus large des évolutions des conflits dans le monde est présente dans leurs réponses. Les jeunes ont intégré la réalité des nouvelles guerres dites « hybrides » ainsi que le terrorisme dans les vecteurs de guerre contemporains, en lien avec l'évolution des rapports de force et des tensions dans le monde. Dans l'introduction du *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, les trois directeurs de l'ouvrage insistent sur cette évolution : « Si la guerre, associée dans le vocabulaire à l'affrontement des États a presque disparu de la scène géopolitique après avoir été bannie par le droit, l'emploi de la violence armée qui, lui, reste régulier, relève d'autres logiques (terrorisme, insurrection...) [...] Cette relative disparition de la guerre au profit de modes de conflictualité plus diffus renvoie surtout à un flou stratégique concernant l'écart – territorial ou temporel – entre guerre et paix. Les zones de guerre ne constituent plus des îlots au sein desquels se définit un théâtre d'affrontements dotés de règles établies. Elles s'immiscent au cœur même du monde civil et du quotidien². »

2. Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Frédéric Ramel (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017, p. 25-26.

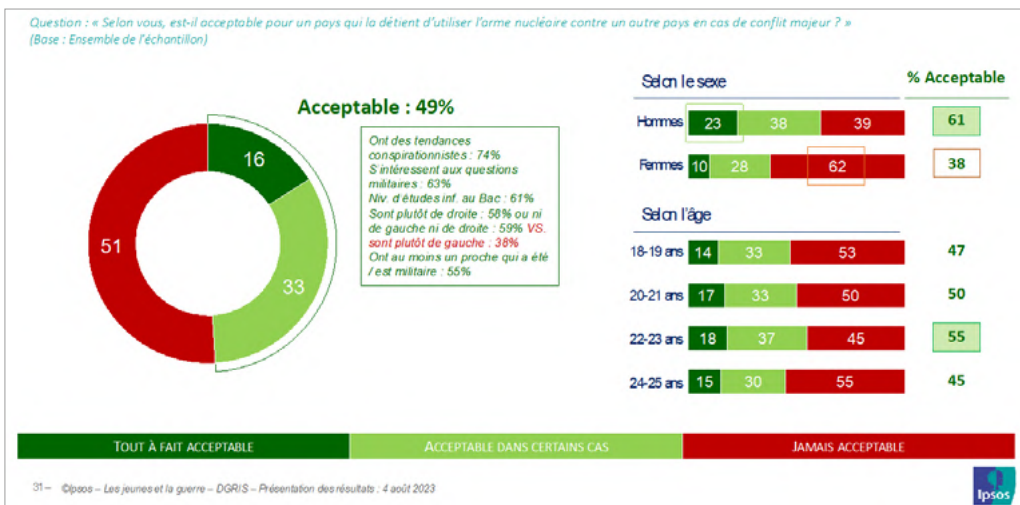
Les jeunes ont intégré ces évolutions et connaissent la réalité des guerres empruntant d'autres canaux, tels les cyberguerres ou le terrorisme. Ce dernier est considéré comme une menace tangible pour la France par la moitié des jeunes interrogés (52 %), soit un risque envisagé à part égale avec celui d'une attaque nucléaire (50 %).

Après les attaques terroristes menées par Daech sur le sol français en 2015, un sursaut d'engagement avait été observé au sein de la jeunesse, et les armées avaient enregistré une recrudescence significative des velléités d'intégration en leurs rangs. Et nul doute que la menace terroriste explique en partie le regain de patriotisme bien visible dans les jeunes générations. Cependant, par-delà la lucidité avec laquelle ils appréhendent les nouveaux risques guerriers, certaines attitudes affleurent qui rappellent la réalité de certaines guerres d'aujourd'hui. Ainsi, pour une très large majorité des jeunes interrogés (86 %), et davantage pour les tout jeunes que pour les plus âgés, il est considéré comme *acceptable de faire appel à des troupes mercenaires en renfort des armées officielles quand un pays est en guerre contre un autre pays*. Dans les représentations que les jeunes ont de la guerre, ses acteurs se diversifient au même titre que les types de conflits. La complexité du bornage entre les registres conventionnels et non conventionnels s'impose dans leur entendement de la guerre et avec elle la porosité de ceux-ci. Le bruit médiatique qui a mis sur le devant de la scène des conflits armés les milices Wagner a pu contribuer à la banalisation de la présence de ces combattants en situation de guerre et peut expliquer un effet de normalisation de leur usage dans la perception que les jeunes ont de la guerre.

Graphique 24. Faire appel à des troupes mercenaires ou paramilitaires



Graphique 25. L'utilisation de l'arme nucléaire



Le risque d'une guerre nucléaire est considéré comme tangible par les jeunes. Un sur deux peut même l'envisager dans les années à venir. L'usage de l'arme nucléaire apparaît comme le point extrême du conflit, un point de non-retour. Néanmoins, son utilisation est jugée *acceptable* par près d'un jeune sur deux (49 %), tandis qu'un sur trois (33 %) s'y résout de façon plus prudente, *dans certains cas seulement*. Les jeunes femmes se distinguent par un refus nettement plus massif : alors que 61 % des jeunes hommes sont d'accord d'utiliser l'arme nucléaire contre un autre pays en cas de conflit majeur, les femmes ne sont que 38 % dans la même disposition. Sur cette question, l'orientation idéologique s'avère discriminante : les jeunes se positionnant à droite ou ni à gauche ni à droite sont plus prompts à en accepter l'usage (respectivement 58 % et 59 % contre 38 % des jeunes se positionnant à gauche).

Le degré d'acceptabilité de l'utilisation de l'arme nucléaire dans les opinions publiques dépend des équilibres de la dissuasion et de la perception des chances de riposte nucléaire. L'acceptabilité est toujours plus importante dès lors que la cible est considérée comme dans l'incapacité de répondre par le même procédé. Néanmoins, plusieurs études ont montré que si, dans les années 1990-2000, le « tabou » de l'usage de la force nucléaire était bien actif, il s'est au fil du temps quelque peu fragilisé³. Doreen Horschig, chercheuse au MIT, insiste sur le lien qui existe entre, d'une part, le sentiment d'une menace pouvant déboucher sur la mort et, d'autre part, l'instinct de survie pouvant conduire à un soutien plus marqué à la possibilité de l'utilisation d'armes nucléaires⁴. Cette corrélation est visible dans notre enquête. La proportion de jeunes jugeant acceptable l'utilisation (*tout le temps et dans certains cas*) de l'arme nucléaire contre un autre pays en cas de conflit majeur augmente de +13 points (62 % contre 49 % de l'ensemble des jeunes) lorsque le risque de guerre nucléaire

3. Emmanuelle Maitre, « Répondre à la menace nucléaire », Fondation pour la recherche stratégique, Bulletin n° 102, 2022.

4. Doreen Horschig, « Israeli Public Opinion on the Use of Nuclear Weapons: Lessons from Terror Management Theory », *Journal of Global Security Studies*, 7 (2), 2022.

dans les années qui viennent est envisagé. Ils ne sont plus que 38 % parmi ceux qui considèrent qu'il n'y a pas de risques.

Malgré ces différences d'appréciations et d'opinions qui indiquent des clivages significatifs au sein de la population juvénile, on retiendra une levée relative de la réticence envers l'usage de l'arme nucléaire dans le renouvellement générationnel. Un jeune sur deux ne présente guère de réserve quant à son usage. Leur perception des menaces de guerre grandissantes dans un nouvel ordre mondial peut expliquer l'importance de cette proportion. L'éloignement temporel du traumatisme des effets des bombes atomiques lâchées par l'armée américaine sur Hiroshima et Nagasaki en 1945 n'est pas non plus sans incidence.

► À RETENIR

Le risque de guerre n'apparaît pas au premier rang des préoccupations des jeunes Français d'aujourd'hui. Il n'arrive qu'en sixième position. C'est l'environnement qui s'impose comme l'enjeu le plus préoccupant pour eux. Néanmoins, ils envisagent la possibilité de la guerre avec sérieux. C'est une majorité de jeunes qui considère le risque de guerre quelle qu'en soit la forme, civile, mondiale ou nucléaire, comme probable dans les années à venir, et c'est un jeune sur deux (47 %) qui la croit possible sur le sol français. La menace nucléaire est intégrée et l'usage de l'arme atomique n'est pas écarté. Il en est de même du terrorisme qui alimente les perspectives de guerres hybrides et qui occupe maintenant dans leur vision de la guerre une place inévitable.

IV. S'ENGAGER, JUSQU'OUÛ ET COMMENT ?

La question de l'engagement est récurrente dès lors que l'on s'interroge sur les dispositions des jeunes générations à participer à la vie civique et politique et que l'on cherche à apprécier l'état et la teneur du lien qu'elles nouent avec la cité, et plus largement la nation.

Contrairement à ce qui est souvent mis en avant dans les discours dominants, les jeunes n'ont pas renoncé à s'investir dans la chose publique. Ils ne sont pas repliés sur un individualisme frileux ni enfermés dans une apathie civique dénuée de toute empathie pour les problèmes auxquels doit faire face la société dans laquelle ils grandissent, vivent et doivent trouver une place. Des enquêtes récentes ont montré qu'ils sont même plus engagés que les moins jeunes, relativisant certaines idées reçues décrivant la jeunesse comme massivement désengagée ou indifférente à ce qui l'entoure, en tout cas dans la perception qu'ils ont d'eux-mêmes¹.

L'engagement reste un repère qui fait sens dans les représentations que les jeunes ont de la citoyenneté et de la part que chacun d'eux peut prendre pour la faire vivre et la rendre utile à la société. Il fait sens non seulement en termes de valeur et de disposition personnelle, mais aussi de pratiques concrètes tant sur le plan individuel que collectif. Et cela semble se vérifier jusque dans les formes les plus extrêmes de l'engagement dans un conflit majeur tel qu'une guerre. Pourtant, des dispositions au passage à l'acte, l'engagement n'obéit pas nécessairement à un continuum linéaire, et certains segments de la jeunesse peuvent témoigner d'une velléité moindre.

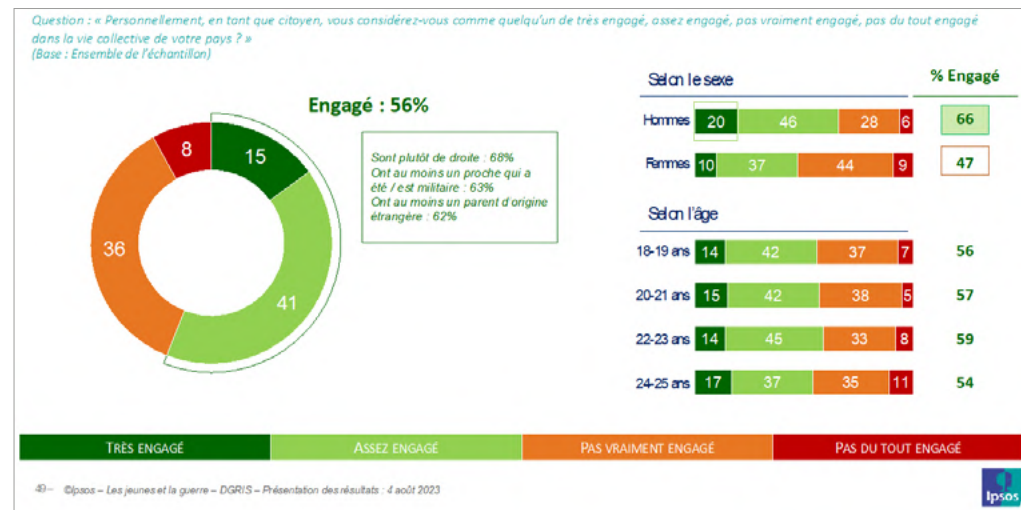
1. Alors que 72 % des 18-24 ans se considèrent comme engagés (9 points de plus que la moyenne), dont 17 % « très engagés ». À l'inverse, 55 % seulement des personnes âgées de 65 ans et plus se disent engagées, soit 8 points de moins que la moyenne (63 %). On peut se reporter à ce sujet à l'ouvrage de Anne Muxel et Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, L'Aube/EJJ, 2022.

QUELLES FORCES D'ENGAGEMENT ?

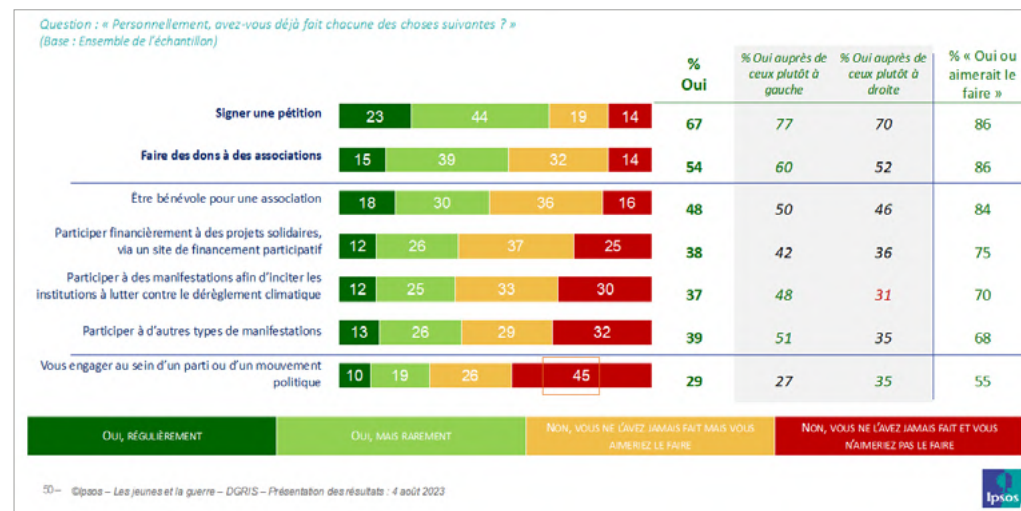
Lorsque la question leur est posée, c'est une large majorité des jeunes interrogés (56 %) qui se décrit comme engagée. Seule une toute petite minorité (8 %) reconnaît ne pas l'être. L'engagement fait donc partie de leurs répertoires et de leurs systèmes de valeurs. La vision qu'ils ont d'eux-mêmes privilégie l'idée de citoyens impliqués dans la vie collective de la cité. Les jeunes hommes sont en plus grand nombre à mettre en avant cette disposition à l'engagement (66 %) que les jeunes femmes (47 %). Un jeune homme sur cinq (20 %) se dit même *très* engagé. Cette vision est plus répandue parmi les jeunes ayant grandi dans un environnement familial de droite (70 % contre 54 % dans le cas d'un environnement familial de gauche). On la trouve aussi plus répandue parmi les jeunes ayant des tendances conspirationnistes (68 %), ce qui montre le niveau d'implication que requiert la critique systémique associée à cet univers de pensée, en tout cas dans la perception que les jeunes qui y souscrivent ont d'eux-mêmes. Enfin, on peut repérer la marque d'une socialisation familiale militaire sur l'esprit d'engagement. Les jeunes ayant un proche ayant été ou étant militaire sont aussi plus nombreux à se considérer à leur tour comme engagés (63 %, soit +7 points que dans l'ensemble des jeunes interrogés).

Cette disposition générale se traduit par des pratiques d'engagement et de participation à la vie collective dont les expressions n'ont pas toutes la même intensité. C'est la signature de pétitions qui apparaît de loin comme la plus répandue : les deux tiers des jeunes (67 %) ont déjà signé une pétition, et cette proportion grimpe à 86 % si l'on y ajoute les jeunes qui disent vouloir le faire. L'acte de don qui est au cœur de la philanthropie est une pratique reconnue par plus d'un jeune sur deux (54 %), parmi lesquels 15 % déclarent faire *régulièrement* des dons à des associations, les plus âgés davantage que les plus jeunes (56 % des 24-25 ans contre 48 % des 18-19 ans). Les dons faits aux associations sont plus fréquents parmi les jeunes affiliés à un univers familial de gauche (65 % contre 47 % parmi ceux qui sont affiliés à un univers politique de droite).

Graphique 26. L'engagement dans la vie collective



Graphique 27. Les pratiques d'engagement



La pratique du *Crowdfunding* via des investissements participatifs s'est très largement développée ces dernières années pour financer des projets artistiques et culturels mais aussi des projets dans le champ de l'économie solidaire. Quatre jeunes sur dix (38 %) reconnaissent avoir déjà participé financièrement à des projets solidaires, via un site de financement participatif, et parmi eux 12 % le font *régulièrement*. Là encore cette pratique est plus développée chez les jeunes évoluant dans un milieu familial de gauche que de droite (48 % contre 31 %).

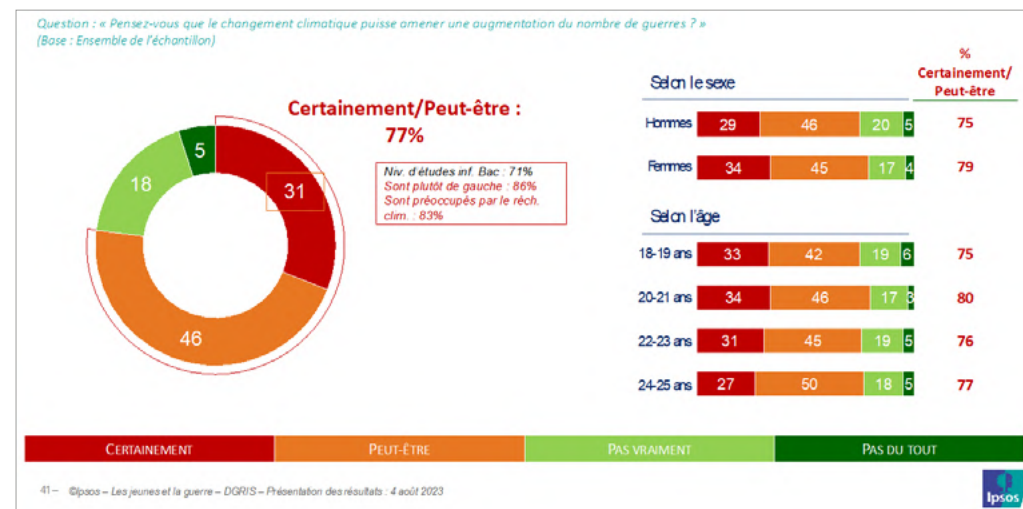
Le bénévolat a plutôt augmenté au sein de la population juvénile ces dernières années. Il a augmenté de +37,5 % parmi les moins de 35 ans entre 2010 et 2019². Selon les chiffres de l'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP), 26 % des Français de 16 à 34 ans déclarent avoir été bénévoles au cours des douze derniers mois. Alors qu'une baisse des engagements de ce type depuis la pandémie de Covid-19 est notable dans les catégories plus âgées de la population, on observe une reprise du bénévolat chez les plus jeunes en 2023³. Dans l'enquête, un jeune sur deux (48 %) déclare être bénévole dans une association, et parmi eux 18 % de façon *régulière*, et les jeunes hommes davantage que les jeunes femmes (50 % contre 45 %). Il apparaît un peu plus marqué dans les milieux familiaux situés à gauche qu'à droite (53 % contre 47 %), mais se retrouvent dans tous les milieux sociaux. Il est un peu plus répandu en agglomération parisienne que dans les autres territoires.

La culture protestataire est désormais une composante déterminante de la socialisation politique des jeunes générations. La pratique de la manifestation s'est banalisée et est devenue familière pour une proportion significative de la population juvénile. Quatre jeunes sur dix reconnaissent avoir participé à des manifestations de rue (39 %). Les jeunes hommes en plus grand nombre que les jeunes femmes (40 % contre 33 % s'agissant d'une manifestation pour l'environnement, et 42 % contre 35 % s'agissant d'une autre manifestation). Un positionnement politique de gauche est plus étroitement associé à l'engagement protestataire

ainsi qu'à l'engagement pour une cause. Alors qu'un jeune sur deux (51 %) se classant à gauche a déjà participé à une manifestation, ils ne sont que 35 % dans ce cas parmi ceux qui se positionnent à droite et 39 % ni à gauche ni à droite.

Le réchauffement climatique est la première préoccupation des jeunes et nombreux sont ceux (77 %) qui voient dans les crises environnementales qui se profilent un risque de guerre supplémentaire. Cet enjeu est un vecteur de politisation pour une partie d'entre eux, pouvant les conduire, dans la foulée des marches pour le climat lancées par Greta Thunberg, à participer à des mobilisations collectives. L'*Observatoire de la génération Z* a mesuré qu'un jeune Français sur cinq âgé de 16 à 18 ans (20 %) avait participé à une marche pour le climat⁴. Dans notre enquête, c'est plus du tiers des 18-25 ans (37 %) qui ont participé à des manifestations afin d'inciter les institutions à lutter contre le dérèglement climatique, davantage les jeunes se classant à gauche qu'à droite (48 % contre 31 %).

Graphique 28. Conséquences du changement climatique sur les risques de guerre



2. Baromètre du bénévolat 2010-2019, France Bénévolat.

3. Les chiffres clés de la vie associative 2023, INJEP.

4. Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, op. cit.

L'engagement militant traditionnel dans le cadre d'un parti ou d'un mouvement politique apparaît moins fréquent : 29 % sont concernés, parmi lesquels 10 % *régulièrement*. Là encore, les jeunes femmes se montrent plus en retrait. Alors que 38 % des jeunes hommes ont connu ce type d'engagement, les jeunes femmes ne sont que 19 % dans ce cas. Cependant, alors que les jeunes se situant à gauche ont une expérience plus affirmée de la manifestation, ils sont moins actifs dans l'engagement partisan ou au sein d'un mouvement politique que les jeunes se classant à droite ou ni à gauche ni à droite (respectivement 27 %, 35 % et 35 %). Si ces deux registres d'engagement ne sont pas antinomiques, pouvant même entretenir l'un avec l'autre une certaine synergie, certains tropismes se vérifient. La protestation a gagné en légitimité, y compris au sein de la droite, mais elle reste toujours plus marquée dans la culture politique de la gauche.

L'ENGAGEMENT POUR LA PATRIE : SENS ET RÉALITÉ AUJOURD'HUI

La relative vitalité des dispositions comme des pratiques d'engagement dont témoignent les jeunes se constate aussi sur le terrain de l'attention portée à la défense de la nation. Plusieurs études confirment un socle de patriotisme qui résiste et reste solide dans la dynamique générationnelle. Toutes les générations sont concernées. Et les jeunes ne sont pas en reste. Dans les classes d'âge du milieu de la vie, le patriotisme apparaît un peu plus prononcé mais la disponibilité des plus jeunes est équivalente à celle des plus âgés : 62 % des 18-24 ans se disent prêts à défendre leur pays et 48 % iraient même jusqu'à sacrifier leur vie pour cela (respectivement 61 % et 47 % des 65 ans et plus ; respectivement 68 % et 59 % des 50-64 ans)⁵.

Dans notre enquête, une majorité des jeunes (56 %) indique pouvoir éventuellement envisager une carrière dans les armées, notamment les jeunes hommes (69 % contre 43 % des jeunes

5. Se reporter à Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, *op. cit.*, ou encore à Anne Muxel et Adélaïde Zulfikarpasic, *Les Français sur le fil de l'engagement*, *op. cit.*

femmes). Il faut remarquer toutefois l'importance relative de cette disposition au sein de la population féminine, plus d'une jeune femme sur quatre (43 %) dont 14 % se disent sûres de leur choix. C'est moitié moins que les jeunes hommes (30 %) mais ce n'est pas négligeable étant donné la plus grande réticence des femmes vis-à-vis de l'univers de la guerre et des armées.

Les jeunes qui se montrent disposés à un engagement militaire sont plus nombreux parmi les jeunes qui se positionnent à droite (69 %) et ni à gauche ni à droite (64 %). Néanmoins, on compte une proportion significative de jeunes se classant à gauche (40 %) dans la même disposition, témoignant de la disparition de l'antimilitarisme qui était traditionnellement associée à ce camp politique. Par ailleurs, l'éventualité d'un tel engagement apparaît plus prégnante parmi les jeunes qui redoutent un risque de guerre dans les prochaines années ainsi que parmi les jeunes se présentant comme « engagés » dans la vie collective.

D'autres engagements moins exigeants impliquant, sinon une disposition patriotique, en tout cas un élan civique, ont une certaine attractivité pour les jeunes. Le service civique est le plus prisé. Depuis 2014, le nombre des missions enregistrées a quadruplé et l'année 2022 a compté 83 497 jeunes âgés de 16 à 25 ans, et jusqu'à 30 ans pour les jeunes en situation de handicap, en service civique pour une durée de sept mois, essentiellement dans le secteur associatif (68 % des missions)⁶. Dans l'enquête, près des deux tiers des jeunes interrogés (64 %) se montrent disponibles pour faire un service civique, autant les jeunes femmes que les jeunes hommes. Le service national universel (SNU) est une autre voie d'engagement qui connaît une certaine attractivité pour un jeune sur deux (51 %), mais en plus grand nombre parmi les jeunes hommes que parmi les jeunes femmes (58 % contre 44 %). Ce dispositif est actuellement testé de façon expérimentale et sur la base du volontariat, et son adoption définitive comme sa généralisation sont toujours en discussion. En 2022, 32 416 jeunes ont effectué un service universel et accordé une partie de leur temps au

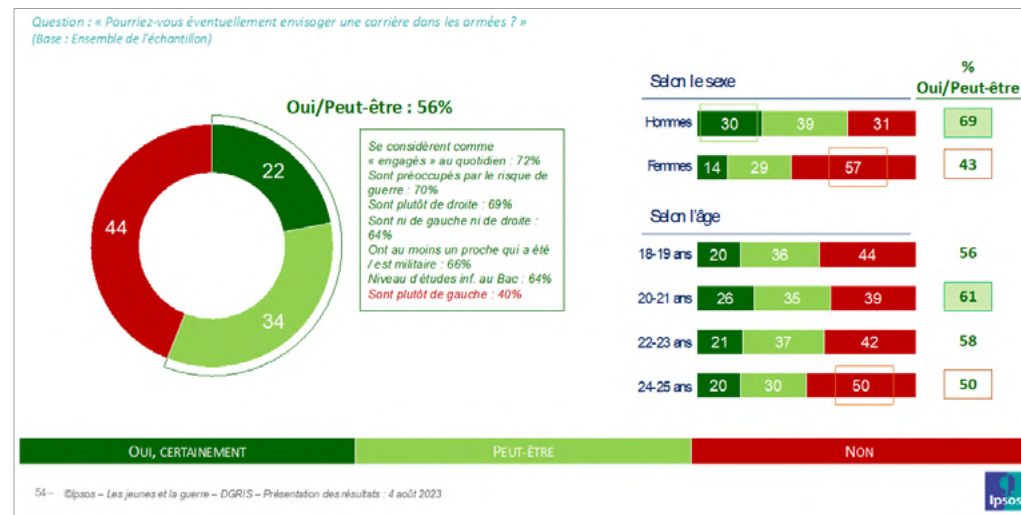
6. Les chiffres du service civique en 2022, INJEP.

service de la nation. Enfin, la réserve retient l'attention d'une petite moitié des jeunes : 47 % seraient prêts à s'y engager, et là encore davantage les jeunes hommes que les jeunes femmes (59 % contre 35 %).

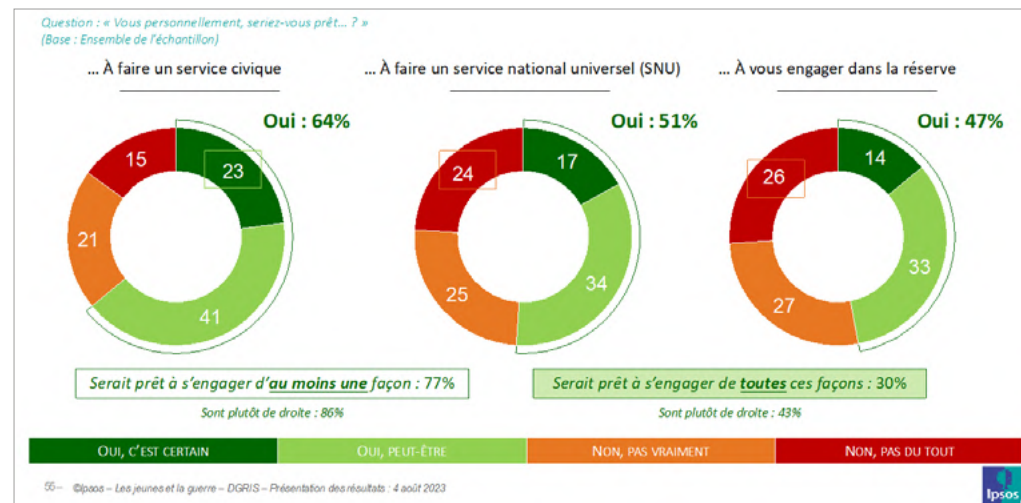
Il existe donc une réelle attractivité de ces engagements tournés en priorité au service de la nation concourant à l'entretien d'une forme de solidarité collective, sinon de patriotisme, dans une partie significative des jeunes générations. Plus des trois quarts des jeunes (77 %) se disent prêts à s'engager au moins selon une de ces façons, et 30 % le seraient pour ces trois façons, et ce de manière plus marquée parmi les jeunes se positionnant à droite (respectivement +9 points et +13 points par rapport à l'ensemble des jeunes). Le service civique est indéniablement le plus attractif, non seulement pour sa composante sociale et associative mais aussi parce qu'il est une étape prise en compte dans le parcours d'insertion professionnelle et économique des jeunes et est rémunéré pendant une période de sept mois. Les femmes se montrent plus en retrait de toute velléité d'engagement dans le champ militaire (SNU et réserve), mais leur disponibilité reste significative (entre trois et quatre d'entre elles sur dix y sont disposées).

Ces chiffres vérifient la consistance du lien armée-nation qui, bien qu'affaibli, n'a pas disparu. Ils laissent penser qu'en cas de conflit majeur, le pays pourra compter sur la résilience des jeunes générations. Leur disposition et leur disponibilité à un engagement dans les armées en cas de guerre en France concernent une large majorité des jeunes interrogés (57 %) : sept jeunes hommes sur dix (70 %) et près d'une jeune femme sur deux (46 %). Par ailleurs, près des deux tiers (63 %) d'entre eux seraient même prêts à se battre en tant que civils, sans être militaires, si leur pays était attaqué. Plus du tiers des jeunes hommes (33 %) et 17 % des jeunes femmes en sont certains. Les plus jeunes sont souvent plus affirmatifs que dans la tranche d'âge des 24-25 ans, mais il existe un vivier de mobilisation potentielle important dans l'ensemble de la population juvénile.

Graphique 29. Dispositions à s'engager dans les armées



Graphique 30. Dispositions à un engagement civique et national

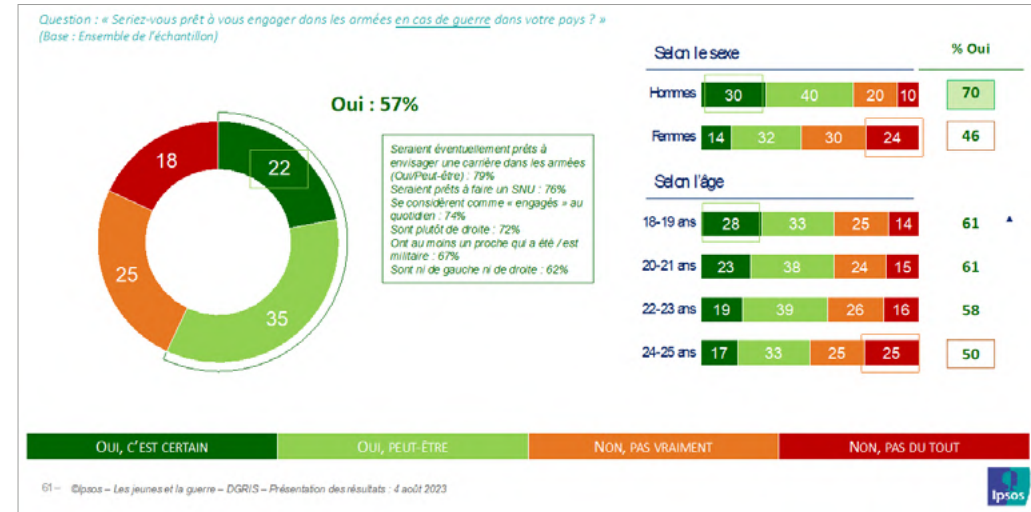


Du reste, l'idée que la guerre peut ne pas être la seule affaire des militaires est partagée par une proportion significative de jeunes : si une large majorité (58 %), et les jeunes hommes davantage que les jeunes femmes (60 % contre 55 %), se rallie à l'idée que *la guerre doit être faite seulement par les militaires*, 42 % d'entre eux, et en plus grand nombre les jeunes femmes (45 % contre 40 % des jeunes hommes), considèrent que *la guerre doit être faite par chaque citoyen si on lui en donne les moyens*.

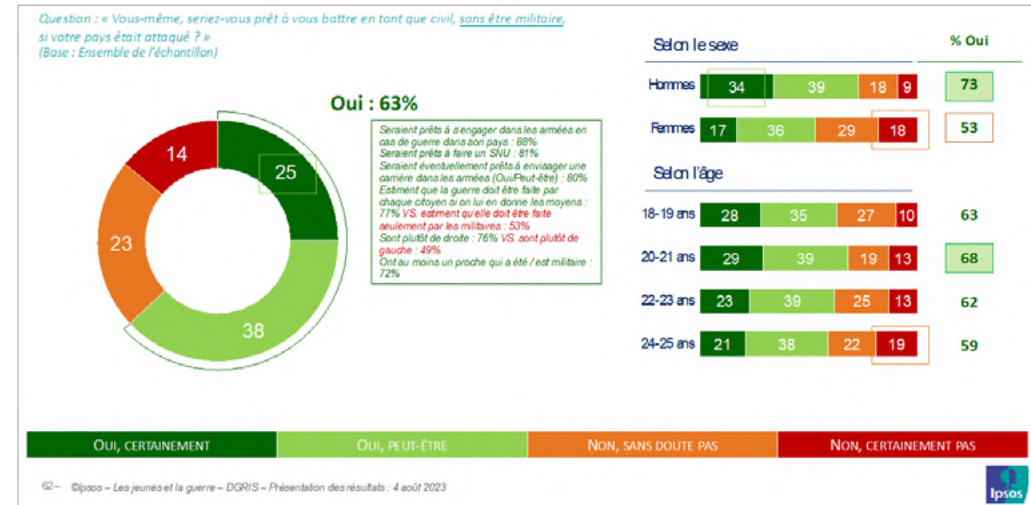
Si le lien armée-nation et une sensibilité patriotique apparaissent plus affirmés parmi les jeunes ayant grandi dans des milieux familiaux situés à la droite de l'échiquier politique, ils ne sont pas négligeables à gauche. Un jeune sur deux (49 %) se classant à gauche reconnaît *être prêt à se battre en tant que civil si la France se trouvait attaquée*, et 47 % à s'engager dans les armées pour faire face à une telle situation.

Cette propension patriotique peut même aller jusqu'à l'acceptation du sacrifice ultime de sa vie, et ce dès le plus jeune âge. L'Observatoire de la génération Z a mesuré que six jeunes sur dix (60 %) âgés de 16 à 18 ans se disent *prêts à risquer leur vie pour défendre leur pays* parmi lesquels un quart (25 %) affirme qu'ils le feraient certainement. Plus des deux tiers des garçons (68 %) et une fille sur deux (51 %) sont dans ce cas⁷. Ces proportions sont élevées et confirment non seulement les dispositions altruistes mais aussi le souci de l'intérêt général que l'on observe dans les jeunes générations, et cela indépendamment du niveau de leur intérêt pour les questions militaires et pour les armées. En effet, près d'un jeune sur deux (46 %) sans attirance particulière pour ces questions se dit prêt à le faire. Par ailleurs, près d'un jeune sur deux (49 %) se classant à gauche, dont le lien vis-à-vis des armées apparaît toujours plus faible que parmi les jeunes de droite, se dit aussi prêt au sacrifice de sa vie pour défendre son pays.

Graphique 31. Dispositions à s'engager dans les armées en cas de guerre

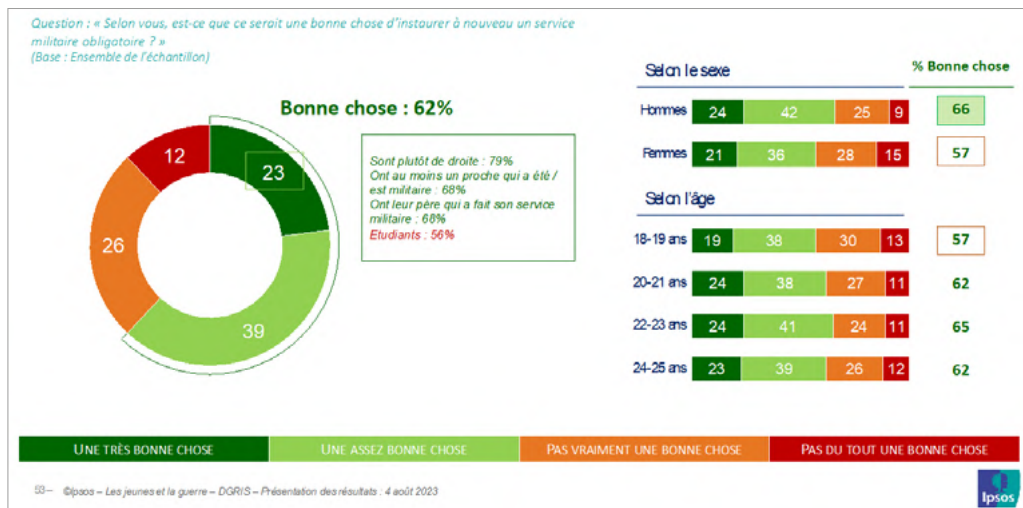


Graphique 32. Se battre en tant que civil si le pays était attaqué

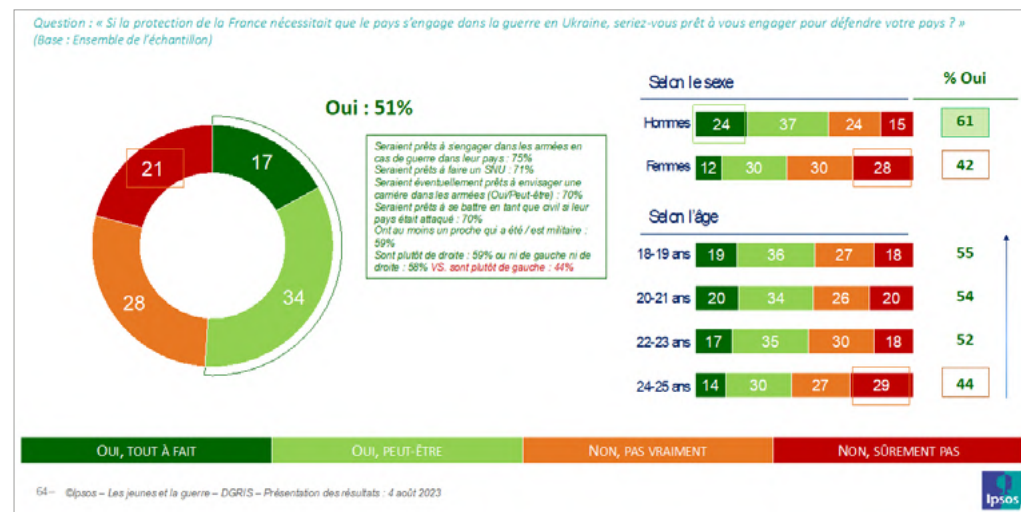


7. Anne Muxel, *Observatoire de la génération Z*, op. cit.

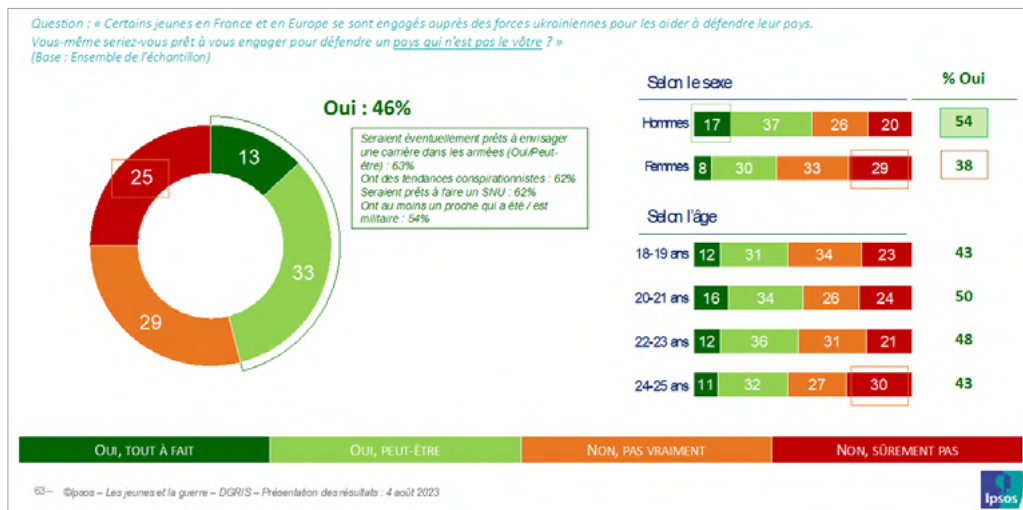
Graphique 33. L'instauration d'un nouveau service militaire obligatoire



Graphique 35. S'engager si la protection de la France nécessitait une mobilisation en Ukraine



Graphique 34. S'impliquer dans la défense d'un pays autre que le sien



Les jeunes générations ont intégré le risque élevé des menaces pesant sur la sécurité et la cohésion nationale. Rappelons que dans notre enquête 60 % pensent qu'il existe beaucoup et assez de risques qu'aient lieu, dans les années qui viennent, une guerre civile en France, 58 % une guerre mondiale et 47 % une guerre mondiale sur le sol français. Une large majorité d'entre eux (62 %) se prononce pour un retour du service militaire obligatoire (66 % des jeunes hommes et 58 % des jeunes femmes). La perception des menaces de guerre est réelle et entraîne un regain de patriotisme dans les jeunes générations, renforçant leur adhésion aux principes et aux modalités qui donnent sens et réalité à celui-ci.

Cet élan patriotique dépasse les seules frontières nationales et convoque un altruisme moral, référentiel des répertoires d'engagement des jeunes d'aujourd'hui. Près d'un jeune sur deux (46 %) serait prêt à s'engager pour défendre un pays qui n'est pas le sien ; 54 % des jeunes hommes (38 % des jeunes femmes). Et si la protection de la France nécessitait que le pays s'engage en Ukraine, ils seraient prêts à s'engager : 61 % des jeunes hommes (42 % des jeunes femmes).

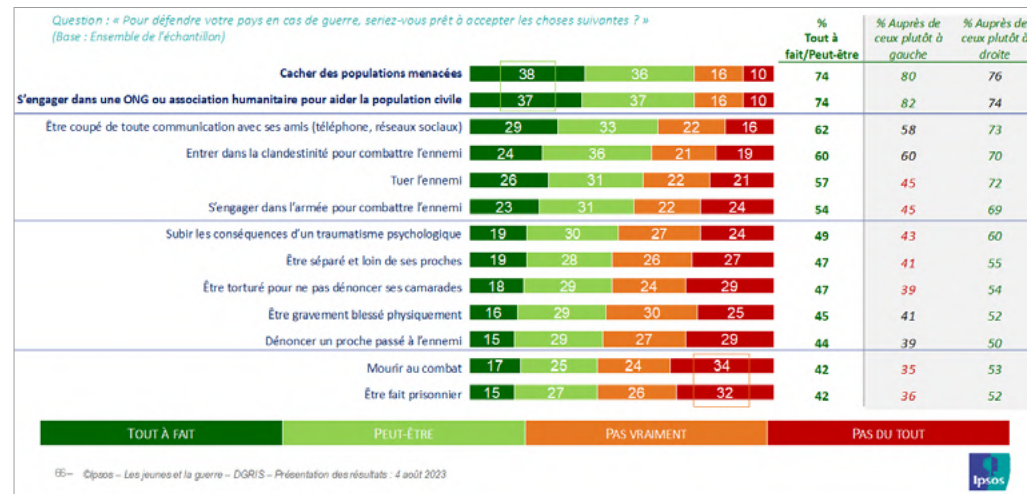
La vitalité du patriotisme est réelle. Néanmoins, celui-ci connaît des différences d'intensité, et sans doute d'interprétation, selon les affiliations idéologiques et politiques. Il reste plus ancré dans les milieux de droite que de gauche et s'y impose comme une valeur de référence. Cependant l'antimilitarisme des milieux de gauche s'est assez largement estompé au profit d'une reconnaissance de la légitimité de l'institution militaire à défendre les populations et à être une force de médiation dans la résolution des conflits.

La patrie et sa défense n'ont donc pas seulement un passé, elles ont un avenir. Les vagues d'attentats s'attaquant au cœur des valeurs de la République, ont réactivé la volonté de défendre un patrimoine national qui fonde notre contrat social et notre pacte démocratique. La patrie, surtout lorsqu'elle est menacée, réveille chez les jeunes Français, pourtant moins assujettis aux allégeances politiques et sociales traditionnelles que par le passé, le sens d'une aventure commune dont il faut préserver les conditions de réalisation. Engagement individuel et engagement collectif se rejoignent ainsi dans la défense d'une communauté nationale menacée. On voit réapparaître à cet endroit le sens du collectif pour sortir le citoyen individualisé du grand mouvement de désaffiliation auquel il est peu ou prou soumis.

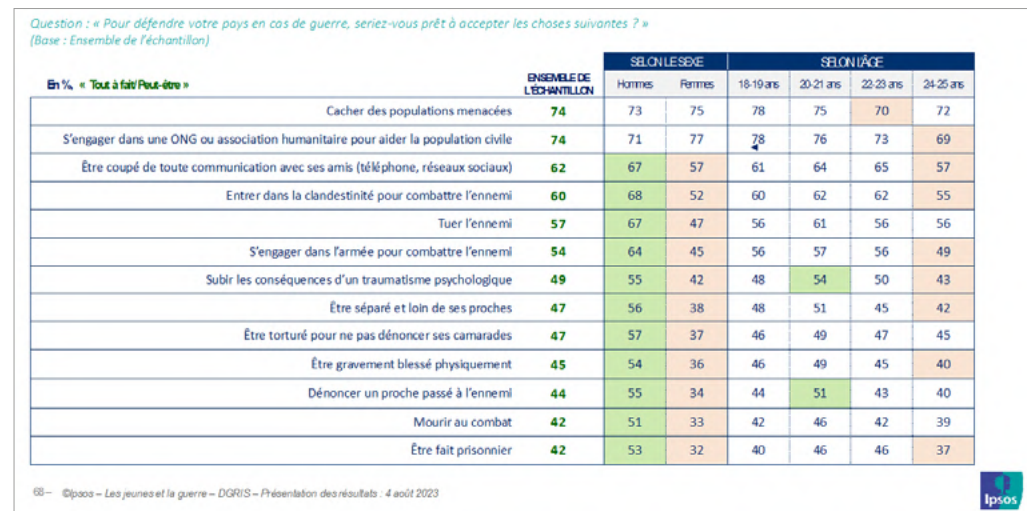
UN ENGAGEMENT DANS LA GUERRE, COMMENT ET JUSQU'OU ?

L'inclination des jeunes à s'impliquer en cas de guerre ou de conflit majeur touchant leur pays et au-delà est avérée. Seuls 11 % d'entre eux répondent qu'ils refuseraient résolument de se battre et de s'engager quels que soient les situations ou les pays concernés. Néanmoins, il reste à interroger le degré d'acceptabilité et d'inconditionnalité de cette velléité d'engagement selon les situations concrètes qu'ils pourraient rencontrer sur le terrain et dans les circonstances d'un conflit armé. Quels sont les actes les plus évidents et les moins coûteux pour eux ? Quels sont ceux sur lesquels se portent au contraire leurs résistances et leurs craintes ?

Graphique 36. Acceptabilité de différentes situations en contexte de guerre



Graphique 37. Acceptabilité de différentes situations en contexte de guerre selon le sexe et l'âge



Un double exercice d'évaluation a été tenté : d'une part l'anticipation de leurs attitudes et de leurs comportements une fois dans la guerre, d'autre part leur lucidité quant à l'impact des conditions concrètes de la guerre auxquelles ils seraient confrontés. À partir d'une recension de différentes situations emblématiques de l'expérience de la guerre, les jeunes interrogés dans notre enquête étaient amenés à se prononcer sur ce qu'ils seraient prêts à faire ou pas, et ce avec plus ou moins de certitude.

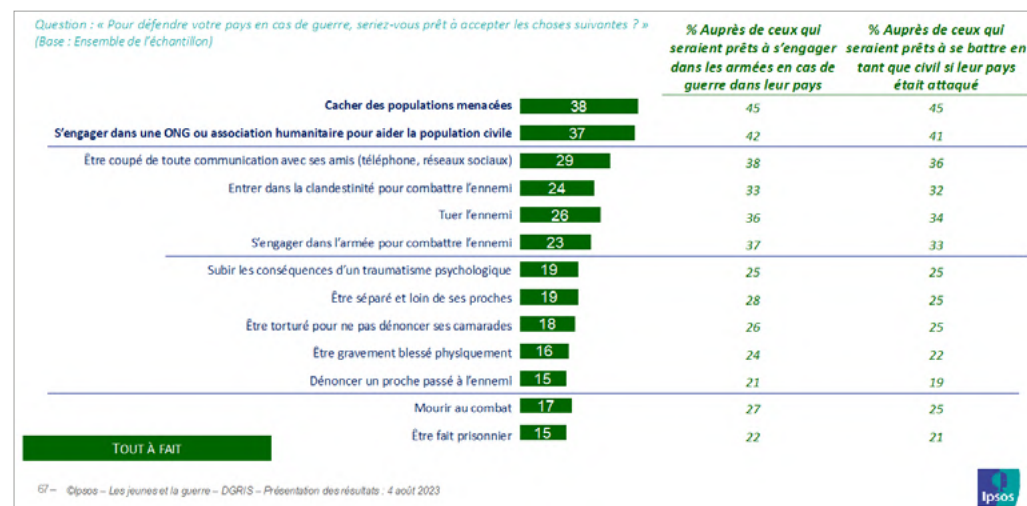
Première observation, une hiérarchie se dégage de leurs réponses. Le degré de leur acceptabilité varie selon les différentes situations et circonstances qui leur sont proposées et dépend des conséquences que certaines actions pourraient avoir sur leur intégrité non seulement physique mais aussi morale.

Le registre d'action le plus consensuel et le plus accessible pour eux est celui de l'aide apportée aux populations civiles. Près des trois quarts des jeunes (74 %) accepteraient en cas de guerre dans le pays de *cachez des populations menacées* et de *s'engager dans une ONG ou une association humanitaire pour aider la population civile* (dont respectivement 38 % et 37 % sont certains de la possibilité de leur implication). C'est donc dans le registre de la résistance civile mais aussi de l'altruisme moral et humanitaire que les jeunes se montrent les plus disponibles et disposés à s'engager pour la nation. Dans ce domaine le potentiel de résilience et de soutien apporté à la nation apparaît solide.

Vient ensuite un ensemble de situations exigeant une plus grande implication, mais aussi plus risquées quant à leurs effets sur la vie personnelle. Une large majorité des jeunes, entre cinq et six sur dix, accepte d'y faire face : 60 % pourraient *entrer dans la clandestinité pour combattre l'ennemi*, 57 % admettent qu'ils seraient capables de *tuer l'ennemi* et 54 % sont disposés à *s'engager dans l'armée pour combattre l'ennemi*. On retrouve là les signes de patriotisme qui sont mobilisés et acceptés, et ce de façon beaucoup plus manifeste par les jeunes hommes que par les jeunes femmes, même si ces dernières sont loin d'en être dénuées (respectivement 52 %, 47 % et 45 % d'entre elles accepteraient aussi ces situations).

Enfin, un troisième registre relevant de considérations plus affectives et psychologiques fait référence aux conséquences négatives pouvant les affecter personnellement. Il apparaît plus facile aux jeunes d'être coupés de toute communication avec leurs amis (téléphone, réseaux sociaux) que d'être séparés et loin de leurs proches : 40 % d'entre eux n'y seraient pas prêts dans le premier cas et 53 % dans le second. Les jeunes femmes sont nettement plus sensibles à cette question que les jeunes hommes (ce sont respectivement 43 % et 62 % d'entre elles qui n'y seraient pas prêtes). Dans les deux cas toutefois, l'éloignement des proches est une conséquence difficile à assumer pour la moitié de l'échantillon. Les liens affectifs amicaux et familiaux ont une grande importance pour les nouvelles générations, et nul doute qu'en cas de guerre, ce serait une privation coûteuse, même si nombreux sont ceux qui l'assureraient.

Graphique 38. Acceptabilité de différentes situations en contexte de guerre selon la propension à s'engager



Autre point sensible, les atteintes physiques. Cet aspect fait l'objet d'une approbation mitigée. Et cela est compréhensible. Un jeune sur deux (49 %) reconnaît pouvoir accepter de *subir les conséquences d'un traumatisme psychologique*, une proportion moindre (45 %) d'entre eux accepterait d'être *gravement blessés physiquement*. Les jeunes femmes témoignent d'un niveau d'acceptabilité toujours inférieur à celui de leurs homologues masculins, environ -20 points d'écart (respectivement 42 % et 36 %). Néanmoins, on notera que le degré de tolérance aux risques physiques d'une implication dans la guerre reste relativement élevé. En témoigne la proportion de jeunes se disant *prêts à mourir au combat* (42 %, 51 % des jeunes hommes et 33 % des jeunes femmes), soit une proportion équivalente à celle de ceux qui sont *prêts à être faits prisonniers* (42 %, 53 % des jeunes hommes et 32 % des jeunes femmes). Le risque de privation de liberté est mis sur le même plan que celui de perdre la vie. Ce résultat met en avant la valeur cardinale de la liberté qui s'impose dans les jeunes générations, et sans doute à cet âge de la vie.

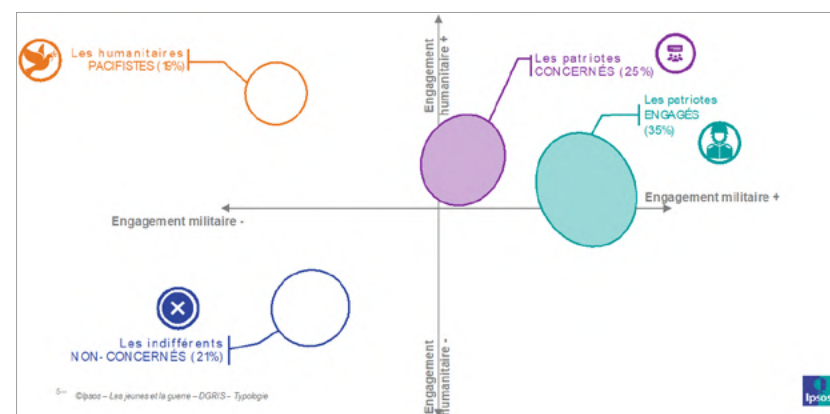
Enfin, des situations faisant appel à des considérations éthiques étaient aussi testées. Ainsi l'acceptation d'être *torturé pour ne pas dénoncer ses camarades*, convoquant les valeurs de loyauté et de solidarité mais aussi de fraternité et de courage physique, concerne-t-elle près d'un jeune sur deux (47 %, 57 % des jeunes hommes et 37 % des jeunes femmes). La question de la loyauté se retrouve aussi dans leur avis partagé sur le fait de *dénoncer un proche passé à l'ennemi*, où sont en question un conflit de valeurs tout autant qu'un conflit de devoirs, mais aussi et surtout un conflit mobilisant des affects contradictoires. Plus de quatre jeunes sur dix (44 %) s'y résoudraient, et les jeunes femmes y seraient nettement plus réticentes (34 % contre 54 % des jeunes hommes).

Les jeunes qui déclarent être *tout à fait prêts à s'engager* en cas de guerre dans leur pays, soit en tant que militaires, soit en tant que civils, se montrent potentiellement toujours plus prêts aussi à endurer les diverses circonstances évoquées. L'engagement suppose d'endosser les conséquences auxquelles il peut exposer, y compris dans ses aspects les plus dramatiques et tragiques.

QUELS PROFILS DE JEUNES FACE AUX PERSPECTIVES D'ENGAGEMENT DANS LA GUERRE ?

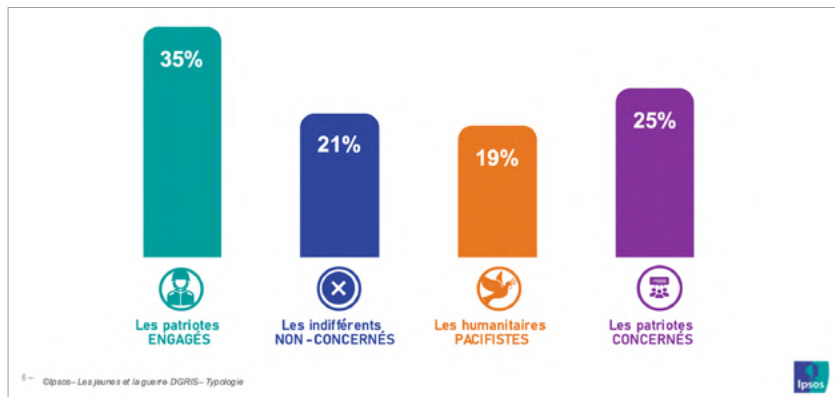
Afin de mieux appréhender les différentes lignes de clivage qui traversent la population juvénile ainsi que les écarts de visions et les dispositions envers l'engagement dans l'éventualité d'un conflit majeur engageant le pays, une analyse par classification ascendante hiérarchique (CAH), débouchant sur la caractérisation d'une typologie, a été réalisée⁸.

Graphique 39. Les quatre groupes de jeunes selon leur rapport à l'engagement et à la guerre



8. Une analyse typologique permet de répartir la population étudiée en différents groupes selon leurs profils d'attitudes et de comportements face à un thème d'étude donné. Les groupes typologiques sont créés à l'aide d'une procédure statistique utilisant les scores obtenus par les répondants sur l'ensemble des questions posées pour les classer, les différencier, et les répartir de façon relativement homogène, tout en étant de taille suffisamment importante pour avoir une pertinence statistique et pour être significatifs en termes de contenu. Ces groupes sont établis en fonction des questions et des items les plus contributifs à leur formation.

Graphique 40. Quatre groupes ou profils types

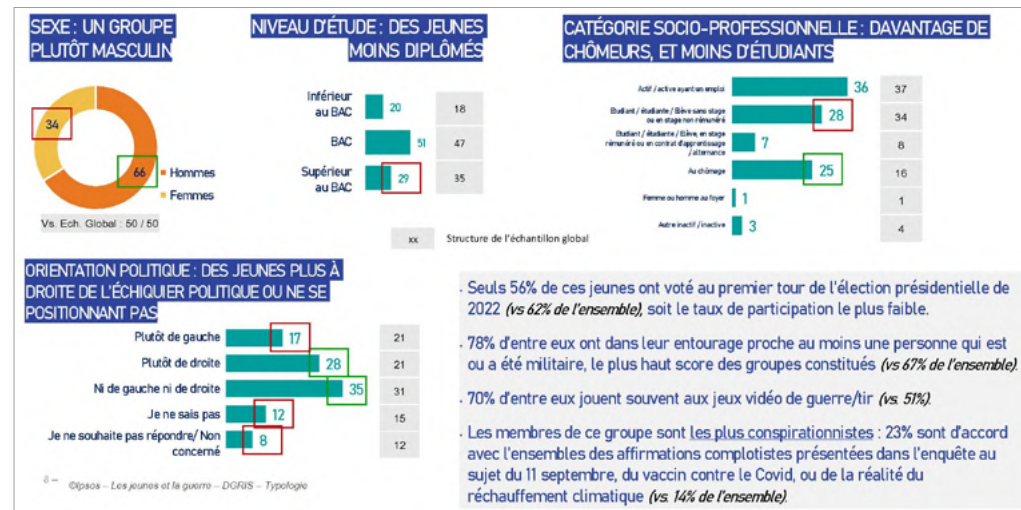


Quatre groupes ont été identifiés, correspondant à quatre profils caractéristiques de l’engagement des jeunes et résultant de leur positionnement sur les deux dimensions significatives retenues que sont, d’une part, leur disposition pour un engagement militaire et, d’autre part, leur disposition pour un engagement humanitaire⁹.

Le premier groupe, les *patriotes engagés*, représente 35 % des jeunes. C’est celui qui réunit le plus grand nombre de jeunes. Les jeunes se classant dans ce groupe se caractérisent par une perception aiguë du risque de guerre dans les années qui viennent et par une disposition affirmée à l’engagement dans les armées, impliquant une plus grande acceptabilité des conséquences physiques et psychologiques pouvant en découler en cas de conflit majeur. Ils sont nettement plus enclins que les autres à envisager la possibilité d’être blessés ou de mourir au combat. Ce groupe rassemble en plus grand nombre des jeunes hommes, issus en majorité des catégories populaires, et témoignant d’une orientation idéologique plutôt à droite ou ni à gauche ni à droite.

9. Ces deux dimensions ont été identifiées par une analyse en composante multiple (ACM) qui identifie les variables les plus contributives à la définition de l’engagement selon deux axes principaux les plus explicatifs (militaire *versus* humanitaire) de la variable à expliquer, ici l’engagement dans la guerre.

Graphique 41. Groupe 1 : Les patriotes engagés (35 %) – Éléments de profil

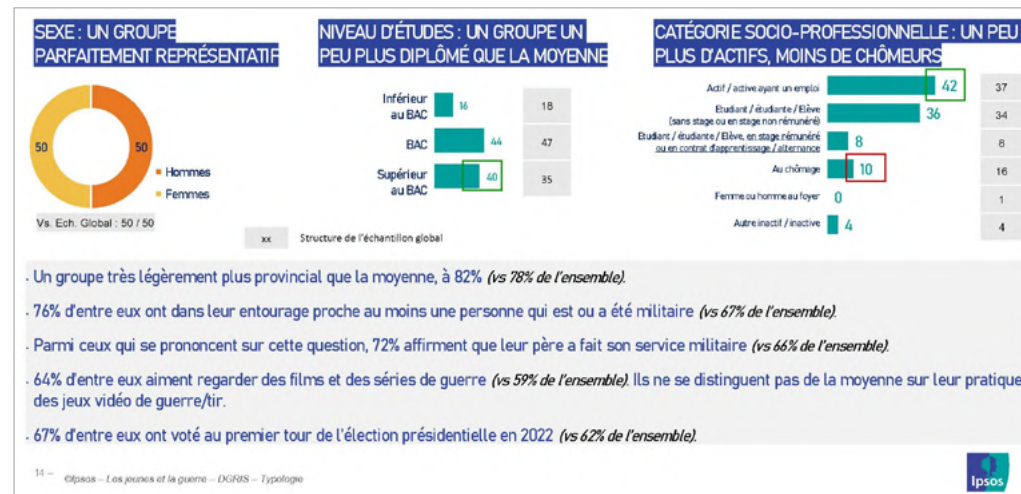


Les patriotes engagés (35 %)

Rapport au risque de guerre	Rapport à la guerre	Rapport à l'engagement
<ul style="list-style-type: none"> Au sein de ce groupe, 24% sont préoccupés par le risque de guerre, le plaçant en 3^e position (contre 6^e position et 18% des mentions au global). Les membres de ce groupe sont plus nombreux que la moyenne à estimer qu'il y a un risque, dans les années à venir, de guerre mondiale (65% vs. 58%), d'une guerre civile (68% vs. 60%), d'une guerre sur le sol français (57% vs. 47%) ou même d'une guerre nucléaire (61% vs. 52%). Ce sont des personnes qui s'estiment être spécialement bien informées sur les guerres qui se déroulent dans le monde aujourd'hui (60% vs. 49%). 	<ul style="list-style-type: none"> Les patriotes engagés ont particulièrement acquis leurs connaissances des guerres du passé de leurs parents/grands-parents (74% vs. 64%), mais également de supports culturels comme les films qu'ils ont vus (76% vs. 67%), les livres qu'ils ont lus (71% vs. 57%), ou bien encore les jeux vidéo auxquels ils jouent (52% vs. 38%). Ils s'intéressent bien plus aux questions militaires que l'ensemble de la population (75% vs. 52%). Pour eux, il est particulièrement important d'augmenter les moyens de l'armée (62% vs. 53%). 73% souhaiteraient que l'Union Européenne se dote d'une armée commune à tous les Etats membres, en complément de celle de chaque pays (vs 63% de l'ensemble). C'est le groupe qui trouve le plus « acceptable » pour un pays qui détient l'arme nucléaire de l'utiliser contre un autre pays en cas de conflit majeur : 64% partagent cette opinion (vs. 49% au global). Enfin, c'est le groupe qui estime le plus qu'une des qualités indispensables pour un combattant en situation de guerre est le fait « d'accepter d'obéir aux ordres sans condition » : 23% partagent cette opinion (vs. 18%). 	<ul style="list-style-type: none"> Instaurer à nouveau le service militaire ? Ce serait une bonne chose pour 79% des membres de ce groupe (vs. 62% de l'ensemble de l'échantillon). 80% seraient prêts à faire un service civique (vs. 64%), 74% à faire un SNU (vs. 51%) et 73% à s'engager dans la réserve (vs. 47%). 82% pourraient même envisager une carrière dans les armées (vs. 56%). 92% (vs. 63%), soit la quasi-totalité d'entre eux, seraient prêt à se battre en tant que civil, sans être militaire, si leur pays était attaqué. 52% des personnes de ce groupe partagent l'idée selon laquelle la guerre doit être faite par chaque citoyen si on leur en donne les moyens (vs 42%, il s'agit du plus haut score). Pour défendre leur pays en cas de guerre, ils seraient bien plus prêts à s'impliquer que le reste de la population : à titre d'exemple 87% (vs. 45%) accepteraient d'être gravement blessés physiquement, et 85% (vs. 42%) seraient même prêts à mourir au combat.

Le deuxième groupe, les *patriotes concernés*, réunit un quart des jeunes de l'enquête (25 %). Ces jeunes sont, comme les *patriotes engagés*, prêts à un engagement en cas de guerre dans leur pays et prêts à se battre en tant que civils, mais ils sont nettement moins disposés à en subir les conséquences pour eux-mêmes sur le plan physique comme sur le plan psychologique. Leur intérêt pour les questions militaires est moindre. Néanmoins la majorité d'entre eux pense que ce serait une bonne chose d'instaurer un service militaire obligatoire. Ce groupe est légèrement plus diplômé et actif que la moyenne.

Graphique 42. Groupe 2 : Les patriotes concernés (25 %) Éléments de profil

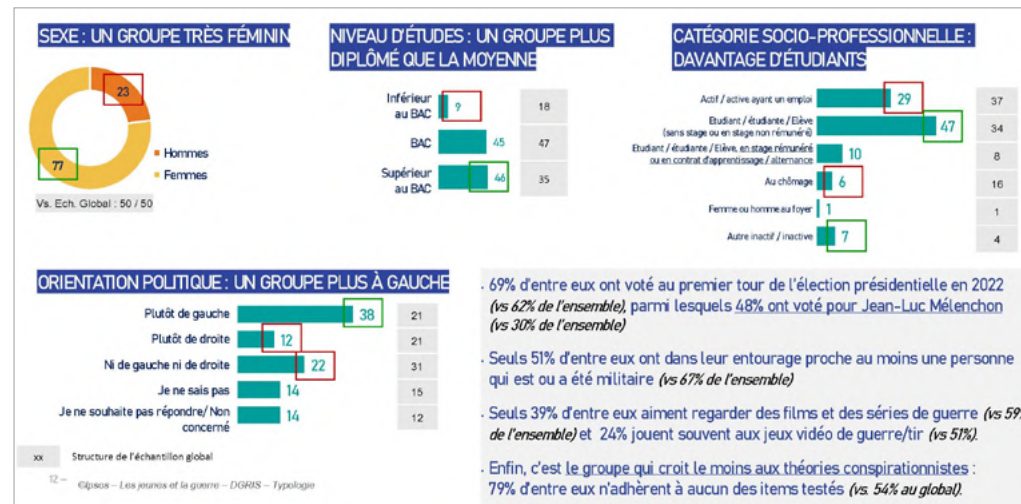


Les patriotes concernés (25 %)

Rapport au risque de guerre	Rapport à la guerre	Rapport à l'engagement
<ul style="list-style-type: none"> Les patriotes concernés sont plutôt peu préoccupés par le risque de guerre : il est en effet cité en 6e position à hauteur de 15% derrière des considérations climatiques, économiques ou sécuritaires (l'insécurité est mentionnée par 28% des membres de ce groupe, soit le plus haut niveau de citations). Les personnes constituant ce groupe considèrent qu'il y a un risque de guerre (qu'elle soit sur le sol français, mondiale, nucléaire, ou bien civile en France) dans la lignée de ce que l'on observe chez l'ensemble des jeunes. De la même façon, aucun type d'agression ne les inquiète davantage que le reste de la population... à la différence des humanitaires qui craignaient beaucoup plus une action terroriste (59% vs 52% pour l'ensemble), ou des indifférents qui s'inquiétaient surtout d'une attaque militaire classique (34% vs 26%). En résumé, les patriotes concernés ne se distinguent pas de la moyenne quant à leur perception du risque de guerre. 	<ul style="list-style-type: none"> À propos des guerres qui se déroulent dans le monde aujourd'hui, une nouvelle fois les patriotes concernés se situent dans la moyenne : ils ne sont pas beaucoup plus informés que les jeunes au global (51% vs. 49%). Leur niveau d'intérêt pour les questions militaires se situe très légèrement au-dessus de la moyenne : 56% disent s'y intéresser (vs. 52%). Tout comme les patriotes engagés, un sur deux pense que la guerre doit être faite par chaque citoyen si on lui en donne les moyens (51% vs. 42% au global). 	<ul style="list-style-type: none"> Si les membres de ce groupe ne se distinguent pas de la moyenne quant à leur rapport à la guerre, il en est autrement vis-à-vis de l'engagement. En effet, d'une façon générale, 63% se disent engagés dans la vie collective de leur pays (vs. 56%). En parallèle, 64% (vs. 56% de l'ensemble) pourraient éventuellement envisager une carrière dans les armées. Faire un SNU, un service civique ou rejoindre la réserve serait également possible pour respectivement 56%, 69% et 55% des patriotes concernés – au-dessus de la moyenne. Quant au fait de rendre le service militaire à nouveau obligatoire, 68% estiment que ce serait une bonne chose (vs. 62%). Une très large majorité (82%, vs. 57%) seraient prêts à s'engager dans les armées en cas de guerre dans leur pays ou à se battre en tant que civil si leur pays était attaqué (89% vs. 63%). Toutefois, et c'est ce qui les distingue des patriotes engagés, cet engagement aurait certaines limites : la majorité d'entre eux n'accepteraient pas les conséquences physiques ou psychologiques de la guerre (être blessés physiquement (70%, vs. 55%), séparés de leurs proches (63% vs. 53%), faits prisonniers (73% vs. 58%) ou mourir au combat (68% vs. 58%).

Le troisième groupe, les humanitaires pacifistes, se caractérise par sa propension à l’engagement – un engagement citoyen et humanitaire pour aider en premier lieu la population civile mais pas militaire. Il rassemble 19 % de la population interrogée, soit un jeune sur cinq, se montrant davantage préoccupé par le risque climatique, les catastrophes environnementales, ou encore par les inégalités sociales, que par la menace de guerre. Les jeunes appartenant à ce profil s’intéressent peu aux questions militaires. C’est un groupe majoritairement féminin, sensiblement plus diplômé, et plus à gauche que l’ensemble des jeunes.

Graphique 43. Groupe 3 : Les humanitaires pacifistes (19 %) Éléments de profil

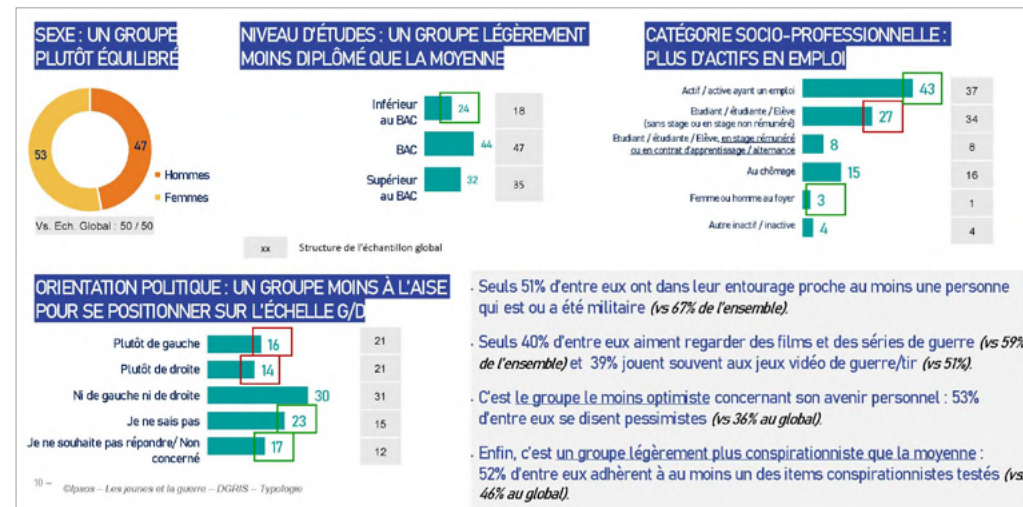


Les humanitaires pacifistes (19 %)

Rapport au risque de guerre	Rapport à la guerre	Rapport à l'engagement
<ul style="list-style-type: none"> Les humanitaires pacifistes placent les risques de guerre en 6^e position de leurs préoccupations, cités par seulement 14% d'entre eux – loin derrière le réchauffement climatique (en 1^{ère} place, cité par 54%) et les inégalités sociales (en 2^{ème} position, citées par 41%). Ce qu'ils redoutent le plus, c'est une catastrophe environnementale : il y a des risques pour 91% d'entre eux (6 points au-dessus de la moyenne), dont beaucoup pour 58% (vs. 44% de l'ensemble). La probabilité d'une guerre civile en France est jugée moindre (48% vs. 60% de l'ensemble), tout comme le risque d'une guerre sur le sol français (35% vs. 47%). 	<ul style="list-style-type: none"> D'une manière générale, leur intérêt pour les questions militaires est limité : seuls 25% se disent intéressés (vs. 52% au global). Ils s'estiment moins bien informés sur les guerres qui se déroulent dans le monde aujourd'hui que la moyenne (33% vs. 49%). Leurs connaissances des guerres du passé tiennent avant tout à ce qu'ils ont appris à l'école (90% vs. 85%). Les autres sources d'informations (parents, grands-parents, films, livres, TV...) sont moins citées par les humanitaires pacifistes que la moyenne. Ils ne croient pas du tout que les guerres du futur puissent être des guerres « zéro morts » : ça n'est pas probable pour 92% d'entre eux, vs. 77% de l'ensemble. 75% d'entre eux pensent que la guerre doit être faite seulement par les militaires (vs. 58% de l'ensemble). Enfin, ils sont farouchement opposés à l'utilisation de l'arme nucléaire : jamais acceptable pour 78% d'entre eux (vs. 51%). 	<ul style="list-style-type: none"> Instaurer à nouveau un service militaire obligatoire serait un mauvaise chose pour 62% d'eux (vs. 38% au global). Seuls 20% d'entre eux pourraient envisager une carrière dans les armées (vs. 56%). 24% seraient prêts à faire un service national universel (vs. 51%), 54% un service civique (vs. 64%) et 12% à s'engager dans la réserve (vs. 47%). En cas de guerre dans leur pays, seuls 7% d'entre eux seraient prêts à s'engager dans les armées (vs. 57% de l'ensemble et 90% des patriotes engagés), et si leur pays était attaqué, seuls 18% seraient prêts à se battre en tant que civil (vs. 63% de l'ensemble). D'une manière générale, ils n'accepteraient aucune des conséquences de la guerre, ni physiques - être gravement blessé (17% vs. 45%), être torturé (19% vs. 47%), mourir au combat (7% vs. 42%) – ni psychologiques – subir un traumatisme (24% vs. 49%), être séparé de ses proches (22% vs. 47%). En revanche, bien au-delà de la moyenne, ils seraient prêts à un engagement citoyen et humanitaire : en s'engageant dans une ONG ou association pour aider les civils (97% vs. 74%) ou en cachant des populations menacées (98% vs. 74%).

Enfin, le **quatrième groupe, les indifférents non concernés**, se compose de jeunes qui ne sont prêts à aucun engagement, ni militaire, ni civil, ni citoyen, ni humanitaire. Il concerne 21 % de l'échantillon, soit une proportion qui n'est pas négligeable. Les jeunes de ce profil sont peu préoccupés par la guerre, mais davantage que les autres par le pouvoir d'achat. Le risque de guerre est moins perçu par ce groupe que par les trois autres. Il rassemble un peu plus de jeunes femmes, en plus grand nombre des jeunes un peu moins diplômés que la moyenne et des jeunes actifs en emploi. Il se démarque aussi des autres groupes par un positionnement politique à la fois moins déterminé et moins affirmé.

Graphique 44. Groupe 4 : Les indifférents non concernés (21 %) Éléments de profil



Les indifférents non concernés (21 %)

Rapport au risque de guerre	Rapport à la guerre	Rapport à l'engagement
<ul style="list-style-type: none"> Les risques de guerre ne préoccupent pas plus que cela les indifférents non-concernés : 14% indiquent que cela les préoccupe aujourd'hui, plaçant ce risque en 7^e position sur 9 domaines... bien loin derrière la baisse du pouvoir d'achat, citée en 1^{ère} position avec 36% de mentions. D'une façon générale, les indifférents sont bien moins nombreux que la moyenne à penser qu'il y a un risque de catastrophe... que cette dernière soit militaire (52% pensent qu'il y a un risque de guerre mondiale dans les années à venir vs. 58% de l'ensemble), environnementale (76% vs. 85%) ou bien sanitaire (57% vs. 63%). Enfin, ce groupe est sensiblement moins convaincu que le reste de la population que le changement climatique puisse amener une augmentation du nombre de guerres (64% vs. 77%). 	<ul style="list-style-type: none"> Les guerres qui se déroulent dans le monde d'aujourd'hui n'ont que peu de prise sur les indifférents : 43% se disent bien informés à ce sujet (vs. 49% en moyenne), loin du niveau d'information des patriotes engagés (60%). Les origines de leurs connaissances sont dans ce contexte moins marquées que chez l'ensemble des jeunes : à titre d'exemple 49% disent tenir leurs connaissances des émissions de télévision (vs. 56% chez l'ensemble), 48% d'internet (vs. 58%), 42% des livres qu'ils ont lus (vs. 57%), 54% des films qu'ils ont vus (vs. 67%). Seuls un tiers des indifférents dit s'intéresser plus largement aux questions militaires (34%), un résultat bien loin de la majorité observée au sein de l'ensemble de l'échantillon (52%). 	<ul style="list-style-type: none"> Au global, seuls 36% des indifférents se considèrent comme engagés dans la vie collective de leur pays (vs. 56% pour l'ensemble). Le refus de s'engager militairement est tout aussi marqué. Les membres de ce groupe sont plus nombreux que la moyenne à ne pas envisager une carrière dans les armées (64% vs. 44%). A l'instar des humanitaires pacifistes, une large majorité considère que la guerre doit être seulement faite par les militaires (68%, vs. 58%). Par extension, 78% des membres de ce groupe ne seraient pas prêts à se battre en tant que civil si leur pays était attaqué (vs. 37% chez l'ensemble). En revanche, et c'est ce qui les distingue le plus de toutes les autres classes, les indifférents non-concernés ne sont pas non plus prêts à un engagement humanitaire ou citoyen : en cas de guerre dans leur pays, seuls 20% seraient prêts à s'engager dans une ONG ou association humanitaire pour aider la population civile (vs. 74% au global, et 97% des humanitaires pacifistes) et 23% à cacher des populations menacées (vs. 74% au global, et 98% des humanitaires pacifistes).

► À RETENIR

Les dispositions favorables à un engagement dans les armées, en temps de guerre ou pas, touchent une partie significative de la population juvénile en France aujourd'hui. Conscients des menaces de conflits qui s'imposent tant sur le plan de la sécurité intérieure que sur la scène internationale, les jeunes indiquent vouloir prendre leur part dans la défense de leur pays et pour assurer la protection des populations civiles. Six sur dix se retrouvent, certes avec un degré d'intensité plus ou moins élevé, sur le terrain des valeurs du patriotisme, et deux sur dix privilégient une action dans le champ humanitaire et pacifiste mais tous adoptent une posture engagée. C'est une minorité, un jeune sur cinq, qui ne se sent pas concernée.

Les femmes sont toujours plus en retrait que les jeunes hommes nettement plus prompts à un engagement militaire, notamment dans un contexte de guerre. Toutefois une proportion non négligeable de jeunes femmes accepterait aussi de s'impliquer. Enfin, les conséquences engendrées par la guerre sur leur vie personnelle sont évidemment difficiles à envisager concrètement mais elles seraient assumées par beaucoup d'entre eux, y compris jusqu'au sacrifice de leur vie au combat. Quatre jeunes sur dix disent y être prêts.

ÉLÉMENTS DE CONCLUSION

L'un des enseignements les plus marquants de cette étude est le constat de la vitalité des dispositions de la jeunesse française envers l'engagement, y compris l'engagement militaire et l'éventualité d'une mobilisation dans des conflits armés de haute intensité. Nos résultats montrent la réalité d'un regain de patriotisme qui connaît plus ou moins d'intensité selon les segments de la jeunesse, mais qui laisse présager un solide potentiel de résilience et de soutien de la part des jeunes générations en cas de guerre ou de conflit majeur.

Les jeunes sont dans un rapport de relative proximité avec l'univers militaire. L'étude révèle que leur entourage proche est pour beaucoup d'entre eux un vecteur de mémoires et d'expériences assez actif et non sans influence sur les représentations qu'ils en ont. La transmission des savoirs scolaires n'est pas sans incidence, notamment sur leurs connaissances des guerres du passé. Enfin, au travers des productions de fiction, ils sont introduits à des univers plus ou moins imaginaires, plus ou moins réalistes, qui contribuent à leur familiarisation avec les faits de guerre.

Si les deux tiers d'entre eux se projettent de façon optimiste en ce qui concerne leur avenir personnel, ils envisagent avec davantage de pessimisme l'avenir de la société française. Plus d'une moitié d'entre eux se range en faveur de ce dernier constat. Les jeunes identifient les menaces qui pèsent sur la France dans les années qui viennent, au rang desquelles se trouvent les guerres sous toutes leurs formes ; toutefois c'est le risque climatique et environnemental qui est pour eux le plus important et le plus crucial. Ils ne sont pas sans faire le lien entre les conséquences du réchauffement climatique et un accroissement des risques de guerre dans un avenir proche.

La matrice mémorielle de la Deuxième Guerre mondiale fournit un cadre de référence toujours pertinent pour se représenter la guerre, et même pour envisager les guerres du futur. Les formes classiques et conventionnelles du combat restent

convoquées dans leurs représentations. Néanmoins l'hybridité des conflits armés et des rapports de force, induite notamment par la reconfiguration géopolitique des conflits dans le monde et par la lutte contre le terrorisme, est intériorisée.

Des clivages culturels et sociaux sont à l'œuvre et l'on observe une diversité d'attitudes et d'opinions face à la guerre. Le clivage de genre est le plus discriminant. Comparée aux jeunes hommes, les jeunes femmes sont toujours plus en retrait de tout intérêt et de tout engagement militaire, et *a fortiori* dans la guerre. Néanmoins, une fraction non négligeable d'entre elles se sent concernée et potentiellement impliquée. C'est un résultat important de cette étude et qui n'est pas sans compter dans l'évaluation globale du lien armée-nation au sein des jeunes générations dans la perspective de mobilisations futures.

Le clivage idéologique et politique est toujours probant. Une orientation de droite s'accompagne toujours de dispositions plus favorables envers les armées et l'éventualité d'un engagement militaire. Néanmoins, les jeunes de gauche ne tournent pas le dos aux armées et leurs dispositions envers elles ne portent plus les traces de l'antimilitarisme que l'on pouvait constater avant la fin de la conscription obligatoire. Le niveau de leur acceptation en faveur du retour d'un service militaire obligatoire en témoigne.

Les clivages induits par le milieu social et le niveau d'études sont présents mais de façon plus atténuée. L'engagement militaire, notamment dans le cadre d'une intériorisation des menaces de guerre qui est bien réelle au sein des jeunes générations, est l'un de ceux qui a sans doute le plus la capacité à dépasser les clivages de la société française, et à être l'une des rares forces de mobilisation, et ce même parmi les jeunes Français issus de l'immigration. Ainsi l'on compte autant de jeunes ayant un ou deux parents étrangers que de jeunes nés de parents français qui se montrent disponibles pour un engagement dans les armées (respectivement 58 % et 56 %), et de jeunes de confession musulmane que de jeunes de confession catholique (respectivement 61 %). Et l'on retrouve une même homogénéité sociale et culturelle concernant leur velléité d'engagement en cas de guerre : 62 % des jeunes appartenant aux catégories CSP- et 62 % des

jeunes se situant dans les catégories CSP+, 55 % des jeunes de confession musulmane, 65 % des jeunes de confession catholique et 55 % des jeunes sans religion, enfin, 60 % des jeunes ayant un ou deux parents étrangers et 57 % de ceux dont les deux parents sont français de longue date. Ces chiffres indiquent la capacité des armées à unifier le pays et à dépasser certains clivages qui freinent la cohésion nationale.

Les guerres ne sont pas à souhaiter et ne sont pas souhaitables. Les jeunes les redoutent, même s'ils acceptent théoriquement de s'y engager pour défendre leur pays. Toutefois elles sont sans conteste un élément fédérateur d'une appartenance commune et d'un sens collectif dans une société pouvant paraître aux jeunes de plus en plus fragmentée et clivée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- ATTIAS-DONFUT Claudine, SEGALIN Martine, *Grands-parents : la famille à travers les générations*, Paris, Odile Jacob, 2014.
- CAMPION-VINCENT Véronique, *La Société parano. Théories du complot, menaces et incertitudes*, Paris, Payot, 2005.
- CICCHELLI Vincenzo, OCTOBRE Sylvie, « Théories du complot et radicalité informationnelle », dans Anne Muxel et Olivier Galland (dir.), *La Tentation radicale. Enquête auprès des lycéens*, Paris, PUF, 2018, p. 319-364.
- DURIEUX Benoît, JEANGÈNE VILMER Jean-Baptiste, RAMEL Frédéric (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017.
- FACCHINI Thomas, « Guerres et jeux vidéo : représentations et enjeux de mémoire de la Seconde Guerre mondiale », *Ammis* [Online], 1^{er} septembre 2016.
- FOUCAULT Martial, MUXEL Anne, *Une jeunesse engagée*, Paris, Presses de Sciences Po, 2022.
- GIESEN Klaus-Gerd, « Guerre juste (Histoire de la) », dans Benoît Durieux, Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, Frédéric Ramel (dir.), *Dictionnaire de la guerre et de la paix*, Paris, PUF, 2017, p. 618-624.
- HOLEINDRE Jean-Vincent, TESTOT Laurent (dir.), *La Guerre : des origines à nos jours*, Éditions Sciences humaines, 2014.
- HOLEINDRE Jean-Vincent, *La Ruse et la Force. Une autre histoire de la stratégie*, Paris, Perrin, 2017.
- HORSCHIG Doreen, « Israeli Public Opinion on the Use of Nuclear Weapons: Lessons from Terror Management Theory », *Journal of Global Security Studies*, 7 (2), 2022.
- LEPAGE Xavier, DE LA METTRIE Aymar, « Métavers : enjeux, perspectives... et risques », *Servir*, 515, 2022, p. 46-48.
- MAITRE Emmanuelle, « Répondre à la menace nucléaire », *Fondation pour la recherche stratégique*, Bulletin n° 102, 2022.
- MARANGÉ Céline, QUESSARD Maud (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 2021.
- MOINDREAU Rodolphe, « Armée et jeux vidéo de guerre : quelles utilisations ? », *Inflexions*, 32 (2), 2016, p. 145-152.
- MORIN Paul Max, *Les Jeunes et la guerre d'Algérie*, Paris, PUF, 2022.
- MUXEL Anne, « Les jeunes Français pour une armée de protection », dans Barbara Jankowski, Anne Muxel, Mathias Thura (dir.), *La Sociologie militaire. Héritages et nouvelles perspectives*, Oxford, Peter Lang, 2021, p. 31-51.
- MUXEL Anne, *Observatoire de la génération Z*, Étude n° 89, IRSEM, 2021.
- MUXEL Anne, OPILLARD Florian, PALLE Angélique, *L'Armée, les Français et la crise sanitaire. Une enquête inédite*, Étude n° 95, IRSEM, 2022.
- MUXEL Anne, ZULFIKARPASIC Adélaïde, *Les Français sur le fil de l'engagement*, L'Aube/FJJ, 2022.
- SCHMITT Olivier, « Si Vis Pacem, Intellege Bellum. Étudier la guerre pour préparer la défense », Note n° 38, IRSEM, 9 mai 2017.
- TENENBAUM Élie, « Le piège de la guerre hybride », *Focus stratégique*, 63, octobre 2015.
- WALZER Michaël, *Arguing about War*, New Haven, Yale University Press, 2004.

LES JEUNES ET LA GUERRE

REPRÉSENTATIONS ET DISPOSITIONS À L'ENGAGEMENT

Anne Muxel

La guerre se rappelle à nous aux confins de l'Europe et elle est un sujet de préoccupation omniprésent en bien des endroits du monde, notamment avec le conflit de haute intensité qui se déroule au Proche-Orient. La France n'a cessé d'engager ses soldats dans de nombreuses opérations tout au long de ces dernières décennies, mais la probabilité de mobilisations plus importantes en lien avec la guerre en Ukraine s'impose désormais dans les esprits comme dans les états-majors politiques et militaires.

Cette étude rend compte de la perception que les jeunes Français ont de ce contexte où le fait guerrier retrouve une actualité et où le lien armée-nation suppose des engagements de la part des militaires et des facultés de résilience au sein de la société civile.

Quelles représentations et connaissances ont-ils de la guerre ? Quelle est la place de celle-ci dans leurs préoccupations présentes et dans la façon dont ils envisagent le futur de nos sociétés ? Comment en perçoivent-ils les risques individuels et collectifs ? Seraient-ils personnellement prêts à s'engager ? Comment et dans quelles limites ?

Sur la base d'une enquête quantitative inédite menée auprès d'un échantillon représentatif de la jeunesse française âgée de 18 à 25 ans, un ensemble de résultats fournit des réponses à ces interrogations et éclaire les relations et les dispositions des jeunes envers l'institution militaire ainsi que leur perception des conflits armés dans le monde d'aujourd'hui et de demain.

ÉTUDE – n° 116